

**M**ITTERRAND, le 23 au soir, nous a appelés à accepter « la rigueur ». « Au service de la France ». Mais à qui obéissons-nous ? Et qui dirige en réalité ? Il s'agissait, paraît-il, de nous « montrer la voie à suivre ». Et il ne nous a été proposé que la soumission devant le patronat.

L'obéissance aux exigences des bourgeoisies européennes, qui veulent en France la même austérité que dans l'Allemagne de Kohl et la Grande-Bretagne de Thatcher. La « priorité aux entreprises », selon les vœux de Gattaz et du CNPF. L'oubli de la priorité à la lutte pour « le plein emploi de tous et toutes », l'oubli de la plupart des objectifs sociaux au nom des « équilibres financiers »...

Est-ce là la leçon tirée des municipales ? Est-ce là le sens de « la confiance qui l'a emporté sur le doute » le 13 mars, comme le dit Mitterrand ? Certainement pas.

**T**OUT au contraire : ce que les travailleurs ont montré, les 6 et 13 mars derniers, c'est tout à la fois le désaveu de la politique suivie depuis vingt deux mois et le rejet de la droite, qui n'a pas été chassée pour rien... Par la mobilisation qu'il représentait, le « sursaut » du 13 mars avait un sens limpide : non aux hommes du passé, non à leur politique !

Par la mobilisation, aujourd'hui, il faut avancer. Pour le droit à l'emploi et à la disparition du chômage. Pour la défense du pouvoir d'achat, que les mesures d'austérité attaquent durement depuis juin 1982, et que le plan d'austérité-bis s'apprête à attaquer plus durement encore. Pour la défense de la Sécurité sociale et du droit à la santé, menacés aujourd'hui comme hier. Bref, pour tous les besoins élémentaires, immédiats, de la grande masse des exploités.

Oui à l'unité et à la mobilisation pour ces objectifs, qui sont finalement le contenu même de la victoire du 10 mai et de l'espoir qu'elle avait fait naître.

Oui à l'unité pour le changement. Non à la mobilisation au service de la France des patrons.

Voilà ce que de nombreux travailleurs, avec nous, diront au PS et au PC : pour leur demander ce qu'ils font de leur majorité à l'Assemblée nationale.

Voilà ce qu'ils diront aux directions syndicales : pour exiger d'elles l'unité et la mobilisation, contre les exigences patronales et contre toute politique au service des patrons.

**Q**U'ON ne nous dise pas que nous ne sommes pas réalistes parce que « la crise exige des sacrifices ». A ce discours patronal, Mitterrand lui-même a répondu, le 23 mars au soir : « Le mécanisme de la crise est connu ; il suffit de s'en rendre maître. » Telle est bien la question. Qui dirige ? A qui obéissons-nous ?

Mobilisons-nous, oui. Dans l'unité, oui. Mais pas pour plaire aux patrons en France et en Europe, comme Mitterrand, le PS et le PC nous y invitent.

Mobilisons-nous pour nos revendications : en sachant que les travailleurs sont capables de se rendre maîtres de cette économie, pour sortir de la crise par des solutions socialistes.

Oui, plus que jamais, unité : unité et mobilisation pour les revendications ouvrières.

**« Mobilisation pour la France des patrons ! » dit Mitterrand**

**« Mobilisation pour nos revendications ! » répondent les travailleurs**



**La dévaluation  
et le nouveau  
plan d'austérité**

p. 4, 5, 6

Cet été, du 16 juillet au 13 août

# 4 stages de formation

Cet été, dans un cadre agréable et de bonnes conditions de travail, consacrez une semaine à la formation politique.

Alors qu'en cours d'année, nous le savons tous, il est difficile de consacrer du temps à la lecture et à la formation politique, la période d'été est plus favorable. Participer à un des stages d'été que la LCR organise depuis des années est la formule la plus efficace — et la plus sympathique ! — pour acquérir ou renforcer sa formation politique.

Il est possible de venir en famille, une crèche-garderie est organisée pour les enfants durant les sessions de formation. Des temps de détente et de lecture sont prévus...

● Voici quelques-uns des thèmes traités :

- les enjeux de la situation politique actuelle
- la crise du capitalisme
- le mouvement ouvrier : classe, syndicats et partis
- la social-démocratie et le PS
- le stalinisme et le PCF
- la lutte des femmes contre leur oppression
- internationalisme et Internationalisme
- la révolution en Amérique centrale

— la révolution politique dans les pays de l'Est.

Le prix est de 700 F tout compris (pension complète et matériel de formation). Une crèche-garderie est organisée durant les sessions de forma-

tion du matin et de l'après-midi. Le prix pour les enfants (lit et repas) est de 350 F.

● Les dates des stages :

- Stage n° 1 : du 16 au 23 juillet
- Stage n° 2 : du 23 au 30 juillet
- Stage n° 3 : du 30 juillet au 6 août
- Stage n° 4 : du 6 au 13 août.

● Pour s'inscrire :

Il suffit de remplir le bulletin ci-contre et d'y joindre 200 F d'arrhes, soit en liquide, soit en chèque à l'ordre de la LCR, ainsi qu'une enveloppe timbrée à votre adresse. Renvoyez le tout à : LCR FORMATION ETE 83 2, rue Richard-Lenoir 93 108 Montreuil.

## SOUSCRIPTION : dernière semaine...

Lyon 2 417 (déjà comptabilisé)					
S.S., tri Valence	50	Divers	320	Cellule CHRO	50
Frédéric, CCP Lyon	50	FD 92		Militant CFDT Interco	100
CTA Montrochet Lyon		SNCF St. Lazare		DC	50
Bo, tri	100	Bill, cheminot	10	Orléans (déjà comptabilisé)	
Lino	30	Juju, cheminot	10	DB	100
Michel R.	100	Jacques, cheminot	480	G. Tomassian	500
Cabroc	50	Anne, ex-militante,		Cellule CHRO	400
Jean-Jacques	50	mère de militant cheminot	100	JA	50
Michel C.	20	Deux sympathisants		JCM	50
Jeannot	10	d'Argenteuil	350	Cellule PTT	40
Gérard	100	VLAD cheminot	65	Cellule CEPEM, Philippe	25
Ragnagneux	20	Gennevilliers		AB	200
Laglo	20	Commerçants marché	60	Quimper	
Jean Luc	20	Inconnu	4	Travailleur SNCF	50
Med	15	Ali	30	CK, hôpital Laënnec	100
Pinurge	50	Jean	10	Roselyne, St.-Guénolé	100
El Macho	50	Mustapha	10	Ouvrier, St.-Guénolé	200
James Dean	10	Brigitte	20	Gilles, St.-Guénolé	100
Cameto	30	Michel	20	Alençon	
Poy Poy	50	Françoise	100	« Pour Hagar dunor »	
Toto	5	Daniel	10	(Ouest France)	100
Philippe Pru	10	Laurent	50	Un « ex », « pour la Ligue »	100
Louis	10	Inconnu	15	FD 13 (déjà comptabilisé)	
Aikido Mann	10	Christiane	50	Cellule PTT	300
Maman d'une militante	100	Miguel	100	Divers	200
Mireille	105	Frédéric	50	Cellule CRAM	110
Borsalino	50	Gilles	50	Cellule CAF	100
Laurent	10	Louis	10	Cellule nord	100
Pour arrondir	2,50	FD 94		Cellule CPCAM	200
Gisèle, « Contre la droite		Créteil, Franck, « Pour voter		Cellule CAG	800
et l'austérité »	150	à gauche		Cellule SNCF	300
Santé	500	sans voter PS »	40	Cellule enseignante	100
Dominique	200	Orly	10	JCR	5
Duguet, fille et mère	300	Créteil, sympathisant,		Cellule PTT	250
Alain T.	100	services du département	200	FD 13	
« Pas le temps de faire plus ! »	800	FD 78		Cellule CRAM	150
Sympathisant, mil. CFDT MSA	50	Divers	270	Cellule recherche	100
Sympathisant, mil. CFDT MSA	70	Meeting Trappes	50,40	Cellule enseignante	200
Sympathisante, mil. CFDT MSA	320	Sedan		Cellule Huveaune	200
FD 75		JMF et RT, Charleville-Mézières	300	Nîmes	
Cellule enseignants 19/20	240	CC et MC, Sedan	200	JML, Bas-Rhône	100
Cellule éducation surveillée	235	Lorient		Jean-Claude et Brigitte	100
Cellule CI-HB	2 050	CFDT, Caisse d'épargne	900	Travailleurs DDASS, 2 <sup>e</sup> collecte	235
Cellule ville de Paris	20	CGT, PTT-Lorient	100	Jacqueline	100
Cellule sécu.	440	Guéret		Toulouse	
Cellule P.	20	LCR	840	Paul, SNIAS	600
Cellule PTT-PLM	25	Aix-Gardanne		Chantal, mairie	100
Cellule enseignants 13 <sup>e</sup>	360	Dédé, ex-cellule Barentin	100	Reçu directement à Montreuil	
Cellule CCP	40	Equipement Aix	200	Pt-Ste-Maxen, Patrice	50
Cellule agriculture	58	Rennes		Fontenay-aux-Roses	50
Un syndiqué CGT Cie bancaire	200	Cellule enseignante	75	Ernesto	200
Un militant CGT Cie bancaire	200	Jean-Louis, télécoms	100	Librairie	50
Des travailleurs du Crédit foncier	600	Monique, CFRT télécoms	30	Montreuil, R et M,	
Ministère des Finances	150	Travailleur du CFRT	10	mieux vaut tard !	350
		Reste d'un pot CN des JCR :			

NOM .....

Prénom ..... Profession .....

Adresse .....

je verse ..... F

(chèque à l'ordre de la LCR)  
A retourner à Michel Rousseau,  
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil

Collecté par les cellules 22 557,40  
Reçu à Montreuil 700,00  
Pour arrondir 0,60

Total semaine 23 258,00  
Ancien total 951 186,00

974 444,00

A REMPLIR

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Profession : .....

Lieu d'emploi : .....

Syndicat : .....

Responsabilité syndicale : .....

Stagiaire à la LCR : ..... Age : .....

en contact avec la LCR : ..... Sexe : .....

sans contact avec la LCR : .....

Numéro du stage choisi :

Je viens avec ..... enfant(s), âgés de : .....

- j'irai en voiture et je dispose de ..... placés)
  - si c'est possible, j'aimerais profiter d'une place en voiture
  - on peut me téléphoner
- au n° ..... h à h

## Après les municipales aux quatre coins de France la LCR organise des «rencontres militantes»

Chaque lecteur est fraternellement invité à ces rencontres et à souscrire, un abonnement militant à « Rouge » et « Critique communiste » pour les trois prochains mois (100 F).

Le prochain terme d'abonnement militant trimestriel débute en avril. Transmets ta demande d'abonnement militant, que tu en fasses l'expérience ou que tu la poursuives, aux militants de la LCR de ta ville, et profite pour cela des rencontres militantes qu'ils organisent actuellement et auxquelles ils te convient.

### CALENDRIER

#### DES RENCONTRES MILITANTES

- 26 mars : Rouen, Toulouse, Le Havre, Pau, Marseille, Grenoble, Lille, Perpignan, Montbéliard et la Bretagne. (Bretagne : tous ceux qui veulent participer à cette rencontre doivent prendre contact avec la LCR, au 4, rue Beaumarchais 35000 Rennes.)
- 27 mars : Lyon, Pays de Loire à Nantes.Pau Bordeaux.
- 16 avril : Yvelines.
- 23 avril : Seine-Saint-Denis, Hauts-de-Seine.

### NOUVELLES PROPOSITIONS D'ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE	DOM-TOM	ETRANGER
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	400 F	400 F	450 F
2 - INFORMATION DES COLLECTIVITES 48 Rouge + 11 Critique Communiste	350 F		
3 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO «ROUGE» 6 mois = 24 numéros	150 F		
4 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	140 F	140 F	160 F

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Formule choisie : .....

Règlement à l'ordre de PEC  
2 rue Richard Lenoir 93108  
Montreuil  
Tél : 859 00 80

Rouge

- Edité par la société Presse/Édition/Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
- Directeur de la publication : Robert March
- Commission paritaire : 63922
- Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

# L'AUSTERITE AUX COULEURS DE LA FRANCE

**A** PRES les municipales et la troisième dévaluation du Franc, après le remaniement gouvernemental, et le climat de fièvre et de crise qui a régné cette dernière semaine, tous les regards étaient tournés vers Mitterrand soi-même. Dans l'attente de son intervention télévisée.

Avec une solennité toute gauloise, le Président a parlé. Du fond de sa solitude et du haut de sa sagesse. « *J'ai perçu l'expression de votre inquiétude* » pour introduction. « *J'ai confiance dans ma patrie, parce que j'ai confiance en vous* » pour conclusion.

Nous expliquant la place de la France dans le monde, réaffirmant ce que sont nos alliances et en appelant à l'intérêt de la patrie, il a communiqué son message au pays et éclairé le chemin.



## « La politique suivie est la bonne »

Discours charnière puisqu'il s'agit de tirer le bilan des deux années passées, sanctionné par les municipales, et de donner les directives pour les deux années à venir, jusqu'à ce que se profilent les législatives de 1986.

Si Mitterrand estime qu'au second tour des élections municipales « *la confiance l'a emporté sur le doute* », il reconnaît que le premier tour a été marqué par « *l'expression de l'inquiétude* ». Sentiment renforcé par le réalignement monétaire.

A cette inquiétude le Président rétorque : « *Oui, la politique suivie depuis le 10 mai 1981 est la bonne !* »

Parce qu'en deux ans ont été réalisées plus de réformes et d'avancées sociales qu'en un demi-siècle. Ce qui, sans doute, devrait amener à conclure qu'il est temps de souffler. Et parce qu'il fallait « *vaincre sur trois*

fronts » : le chômage, l'inflation, le commerce extérieur.

Le patronat, depuis longtemps, explique que ces objectifs sont inconciliables. Mitterrand semble avoir reçu le message puisqu'il propose, en ce qui concerne l'avenir, d'inverser l'ordre des priorités.

Sans hésiter à reprendre les chiffres truqués qui voudraient que le taux de chômage n'ait augmenté que de 4 %, il explique que ce dernier a été freiné. Mais que le prix est élevé et qu'à présent il faut s'attaquer à l'inflation.

## Un appel à l'effort

Selon le Président, l'effort financier consenti pour lutter contre le chômage a empêché de réduire l'inflation, plus forte que celle de nos voisins. Or, la France ne saurait s'isoler des autres pays européens, qui mènent une politique différente de la nôtre. Et ce, au nom de sa volonté euro-

péenne, et de ses alliances qui garantissent sa sécurité. C'est donner raison, bien sûr, à Delors qui a mené les négociations de Bruxelles avec le gouvernement ouest-allemand.

D'où deux objectifs prioritaires : combattre l'inflation, qualifiée de « *machine infernale* », et rétablir le commerce extérieur. C'est-à-dire des objectifs qui sont les alibis officiels qu'utilisent tous les gouvernements capitalistes pour justifier leurs politiques d'austérité.

Et Mitterrand d'en appeler, de façon vibrante, à l'effort personnel de tous les Français : « *Sans vous que pouvons-nous faire ?* » Sans les travailleurs, en effet, Mitterrand ne pourra rien faire. Encore faudrait-il, pour répondre à l'appel, que soient proposés des objectifs plus mobilisateurs que l'invitation à acheter français et à épargner !

Lorsque l'épargne est élevée au rang « *d'exigence de base pour servir le pays* », on peut se

dire que le changement a pris un goût de rance...

## De la rigueur des temps au temps de la rigueur

Mitterrand ne se contente pas d'en appeler à la mobilisation des Français. Il donne ses directives au gouvernement et à Mauroy afin qu'ils dirigent fermement cette bataille.

Sans entrer dans les détails de mesures qui sont du domaine des cabinets ministériels, Mitterrand dessine les grands axes.

Ceux qui reprochaient au gouvernement précédent son manque de cohérence et le flou de ses objectifs seront satisfaits. Car, après une envolée sur l'effort de formation pour la jeunesse, Mitterrand fait converger toutes ses propositions. Rameiner l'inflation à un niveau comparable à celui de nos concurrents rétablir en deux ans l'équilibre du commerce extérieur, respecter les équilibres de la Sécurité-

té sociale, contenir le budget de l'Etat, soutenir les entreprises qui innovent pour exporter, développer l'épargne... Il s'agit bien de la panoplie classique pour une bonne cure d'austérité !

« *L'effort demandé à tous devra être équitablement réparti* » pour que « *chacun y contribue à la mesure de ses moyens* ». Entre travailleurs s'entend ! Puisque chacun sait que les entreprises n'ont pas de moyens et que, au contraire, elles doivent être soutenues. Le patronat se tue à l'expliquer. Et Fabius lui donne raison en affirmant que l'objectif doit être : pas d'augmentation des charges des entreprises, et, si possible, diminution de ces charges !

Beaucoup de solennité donc pour une perspective bien prosaïque : celle qui consiste à inviter les travailleurs, au nom de l'intérêt national, aux sacrifices et à l'effort. Pourtant, Mitterrand sait développer sur un autre registre pour expliquer que la crise n'est pas une fatalité : « *On en connaît le mécanisme, il suffit de s'en rendre maître* ». Lorsqu'il propose que la France parle d'une voix forte pour préconiser d'autres rapports avec le tiers monde que d'exploitation. Et en appeler à la lutte contre le chômage et le surarmement.

Mais, hélas, cette philosophie est sans rapport avec la politique menée. Car c'est au nom de la crise qu'on nous demande d'accepter les sacrifices et le chômage. C'est en invoquant les dures réalités du monde qu'on continue une politique impérialiste à l'égard des pays dominés et qu'on participe à la course effrénée au surarmement.

Ce qui fait que le « *grand dessein* » que, devant l'Histoire, Mitterrand voudrait proposer à la France a pâle figure. Celle de l'austérité pour les travailleurs. Telle que la veulent et la décident les capitalistes.

Francis Sitel



## Un gouvernement contracté

**A**TMOSPHERE de crise pour l'enfantement du nouveau gouvernement. Venant après l'échec des municipales et en pleine tempête monétaire européenne, et avant que Mitterrand adresse son message solennel aux Français, nul n'osait prédire quelles considérations présideraient en dernier ressort à sa formation.

Prendre en compte l'avertissement des municipales, volonté affirmée par Jospin et le PCF, cela devait signifier une préoccupation : ne pas se couper davantage de la « gauche profonde », et donc engager une politique moins soumise aux impératifs dictés par les capitalistes tant français qu'européens.

Apaiser la tempête de Bruxelles en restant dans le SME, comme y a travaillé Delors, cela implique de répondre positivement aux exigences du gouvernement et des milieux d'affaires ouest-allemands. C'est-à-dire mettre en œuvre une politique d'austérité plus ouverte et plus brutale.

C'est en faveur de cette seconde option qu'a tranché Mitterrand en formant le troisième gouvernement Mauroy. Tout en s'efforçant de ne pas apparaître comme sacrifiant purement et simplement la première.

D'où, d'une part, l'équilibre du nouveau gouvernement autour de Delors, et, d'autre part, la décision de laisser Mauroy premier ministre. Résultat : un troisième gouvernement Mauroy mais resserré autour d'un objectif de rigueur. Au sein duquel la représentation du PCF est diminuée mais respecte le même quota : deux ministres communistes sur 15, au lieu de 4 sur 34. De même, d'ailleurs qu'est respecté le quota des radicaux-gaullistes : un ministre sur 15 (Crépeau) au lieu de 3 sur 34.

Le « resserrement » se traduit par la chute de nombreux postes ministériels qui agrémentaient le gouvernement précédent pour symboliser la volonté de changement : la culture, les droits des femmes, l'énergie, le temps libre, la mer, la communication, le travail, et les droits des travailleurs...

Plus significatif apparaît le départ de Chevènement qui, après Jobert, invoque la démission qu'il aurait présentée dès le 2 février pour « désaccords autant sur les méthodes que sur la conception de l'action gouvernementale ». Le choix fait à Bruxelles n'était évidemment pas pour permettre de rattraper celui qui a toujours affiché son ambition de trouver une « issue française à la crise »...

A l'inverse, le grand vainqueur apparaît être Delors, présenté en seconde position sur la liste du gouvernement et qui, selon son vœu ancien, ajoute le budget à ses prérogatives. Et, ainsi, truste l'ensemble des responsabilités d'ordre économique.

Promotion également de Bérégoz qui, toujours ministre des Affaires sociales, apparaît comme le numéro trois.

Il s'agit d'un « gouvernement de combat » comme le voulait Mitter-

rand. Combat de l'austérité contre les travailleurs.

A charge pour Mauroy d'assurer la continuité entre la « rigueur » et l'austérité. Comme il a dirigé celle entre le « changement » et la « rigueur ». Et d'user de son crédit auprès des travailleurs et d'épuiser son lyrisme plébiscité, pour tenter de faire accepter le train des mesures à venir. Une dernière tâche en forme de mission impossible.

F. S.

### LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

**Premier ministre :** Pierre Mauroy  
**Ministre de l'Economie, Finances et Budget :** Jacques Delors.  
**Ministre des Affaires sociales et Solidarité :** Pierre Bérégoz.  
**Intérieur et Décentralisation :** Gaston Defferre.  
**Transports :** Charles Fiterman.  
**Justice :** Robert Badinter.  
**Relations extérieures :** Claude Cheysson.  
**Défense :** Charles Hernu.  
**Agriculture :** Michel Rocard  
**Industrie et Recherche :** Laurent Fabius.  
**Education nationale :** Alain Savary.  
**Commerce extérieur et Tourisme :** Edith Cresson.  
**Urbanisme et Logement :** Roger Quilliot.  
**Commerce et Artisanat :** Michel Crépeau.  
**Formation professionnelle :** Marcel Rigout.  
**Sécretaire d'Etat, porte-parole du gouvernement :** Max Gallo.

# Une obéissance accrue aux bourgeoisies européennes et au patronat français

**D'**APRES le *Times* de Londres, le but de l'accord sur les monnaies était d'*« aider M. Mitterrand à refermer la boîte de Pandore »* : la sortie de la France du SME — qui était évoquée comme possible — *« ne donnerait aucun résultat à moins d'être accompagnée d'une stratégie économique complètement différente, dont le fondement serait le protectionnisme. L'enjeu réel de la crise actuelle est toute la politique française pour au moins les trois prochaines années. »*

Pour éviter de pousser à « la radicalisation » en France, le choix d'une réévaluation de 5,5 % du Mark a été jugée préférable, accompagnée d'une dévaluation de 2,5 % en France.

Pourtant, cela contredit les intérêts à court terme de la grande industrie de la RFA : vendant beaucoup aux USA, une augmentation du prix du Mark diminue ses possibilités de tirer parti de la relative « reprise » dans ce pays. En position d'arbitrage, les banques allemandes ont préféré un autre choix, à plus long terme : *« aider la France à rentrer dans le rang »*.

Cela recouvre trois objectifs complémentaires.

● Tout d'abord, ne plus subir l'endettement de la France (40

milliards vis-à-vis de la RFA contre 10 milliards en 1979) : mieux valait, aux yeux des dirigeants de la bourgeoisie allemande accepter une remise en ordre des monnaies qui allège en partie le poids de la dette française pour garantir que celle-ci sera diminuée, ainsi que le déficit du commerce extérieur, durant les deux ans qui viennent.

● En même temps, à travers cette dette croissante, les bourgeoisies européennes avaient parfaitement conscience de contribuer à payer une partie des réformes sociales faites en France depuis vingt deux mois. Ce qui, pour des gens comme Thatcher ou Kohl, serait tout de même un comble, quand on connaît leur aversion pour les nationalisations par exemple ! Ici, l'objectif est nettement politique : démontrer que, non, le socialisme ne peut pas « marcher », qu'il n'est pas toléré par les « partenaires ».

● Enfin, du strict point de vue capitaliste, il n'est pas bon de laisser le gouvernement français restructurer son économie sans l'amener à faire une politique sociale alignée sur les politiques d'austérité pratiquées partout en Europe : ce serait une prime à de futurs concurrents en même temps qu'un encouragement, pour tous les travailleurs euro-

péens, sur la voie de luttes en défense de leurs intérêts.

Soyons donc sans illusions. Ce qui a été discuté, sur le fond, à Bruxelles, c'est la nécessité de réaliser *« un espace social européen unifié »*, non pas sur la base des exigences ouvrières, mais

en fonction des revendications patronales.

En pratique, comme le résume *Le Monde* du 24 mars, il a été décidé de *« ne pas accentuer les divergences d'évolution entre la France et ses partenaires ni aggraver les risques de rupture »*.

Et le gouvernement français a été bien d'accord pour prendre des engagements, matérialisés par les responsabilités du « grand ministre » de Jacques Delors comme par les mesures du plan d'austérité-bis.

P. R.



Delors et son homologue Allemand, G. Stoltenberg, à l'issue de la réunion de Bruxelles

## Avec la dévaluation: qui gagne et qui perd ?

**I**L n'y a jamais eu, depuis 1970, une année sans réajustement des parités entre monnaies. Simples réévaluations du Mark, remise en ordre générale, dévaluations du Franc, de la Lire et du Franc belge... Cela traduit, sur une longue période, tout à la fois la position économique dominante de la RFA et son taux d'inflation inférieur.

Au sein du système monétaire européen (SME), en effet, les monnaies sont définies autour d'une valeur-pivot, qui enregistre la valeur d'une monnaie par rapport aux autres : la différence de taux d'inflation, en pratique, exprime la perte de valeur relative de la monnaie du pays dont les prix augmentent le plus fortement.

Ainsi en est-il, depuis juin 1982, entre le Mark et le Franc : 3,75 % d'inflation en RFA contre 9 % en France, soit un écart de 5,25 points en 1982 ; alors que l'écart était de 6,5 % en 1981 (11,5 % en France et 5 % en RFA).

### Un constat des rapports de forces capitalistes

En pratique, la remise en ordre monétaire enregistre des évolutions qui avaient déjà eu lieu. En établissant un écart supplémentaire de 8 % entre le Mark et le Franc, la dévaluation du 21 mars porte la valeur du Mark de 2,8985 F à 3 F environ. Cependant, cela n'apporte en rien *« les moyens d'une politique offensive face à la concurrence étrangère »*, comme le prétend la propagande déversée par la télévision et les diverses directions ouvrières jouant aux experts financiers...

Pour donner une telle position « offensive », en termes capitalistes, à l'industrie française, la dévaluation aurait dû être beaucoup plus forte, à moins que ce ne soit la réévaluation des autres monnaies... (Ce qui, en créant une différence plus forte entre les prix, revient au même : d'où les polémiques en RFA, où bien des milieux d'affaires ne voulaient pas

d'une réévaluation tout à fait aussi forte).

En fait, d'une part, la dernière dévaluation suit la dévalorisation de la position du Franc : un simple constat de situation pour l'essentiel. D'autre part, comme l'ont prouvé les deux « réajustements » précédents (septembre 1981 et juin 1982), les patrons français peuvent se contenter, grâce à la dévaluation, d'augmenter leurs marges bénéficiaires de 8 % en RFA ou 4 % en Belgique, par exemple, au lieu de baisser leurs prix pour chercher à « gagner des parts de marché » : ils préfèrent diminuer leur endettement ou avoir les capitaux nécessaires à d'autres spéculations.

► Prenons un exemple : le groupe X vend une quantité de 100 pour un prix de 100 000 marks ; la dévaluation crée pour lui un écart de 8 % avec les prix sur le marché allemand. Il se trouve devant un choix : il peut laisser son prix sans changement et encaisser 8 % de plus en valeur exprimée en francs ; il peut diminuer son prix de 8 %, ce qui l'amène à ne pouvoir encaisser que 92 000 marks au lieu de 100 000, ces 92 000 M correspondant à la même somme en francs.

S'il ne change pas son prix, sa situation face à ses concurrents ne change pas mais, financièrement, il y gagne. S'il baisse son prix, il risque de perdre le bénéfice de 8 % ; inversement, si ce groupe espère gagner des parts de marché en baissant son prix, il y a intérêt. En effet, si par exemple il espère vendre 10 % de plus, soit une quantité de 110, il se trouve devant le calcul suivant : 92 000 + (10 % de 92 000), soit 92 000 + 9 200 = 101 200 M.

Pour un capitaliste, le calcul porte sur les chances de gagner plus en diminuant ses prix, ou de perdre un bénéfice strictement spéculatif si cette baisse de prix ne lui permet pas, en définitive, de « conquérir de nouveaux acheteurs ». En période de crise capitaliste mondiale et de poli-

tique d'austérité dans les pays voisins, on voit vers où iront la plupart des patrons.

### Une soumission aux exigences patronales

En elle-même, cette « remise en ordre des parités », cette dévaluation du Franc, n'empêche en rien le renforcement de la position du capitalisme allemand face à la concurrence internationale : la RFA, grâce à un « Mark fort », paie moins cher le pétrole et les matières premières ; par ailleurs, grâce à une bonne « police contractuelle » des salaires, elle reste tout à fait « compétitive ».

La preuve en a été donnée par l'évolution du déficit extérieur, qui a augmenté au détriment de la France pendant la période des deux dernières dévaluations : il a doublé de 1981 (23 milliards) à fin 1982 (40 milliards), alors que les prix français, en théorie, auraient dû en baissant permettre à notre « industrie nationale » d'en « tirer parti » ! La dévaluation de juin 1982 n'a-t-elle pas été de 9,59 % ?

► A ce phénomène de rapport de forces entre capitalistes allemand et français, il faut, pour comprendre les problèmes posés par la dévaluation, ajouter une précision essentielle : quand une telle

mesure est prise, tous les patrons, en France même, ne sont pas à égalité.

Ceux qui produisent peu pour l'exportation et davantage ou exclusivement pour le marché intérieur n'ont pas particulièrement intérêt à une dévaluation, surtout s'ils achètent beaucoup de matières premières, payées en dollars, ou beaucoup de produits finis ou semi-finis en RFA.

Ils n'ont pas particulièrement intérêt à une attaque contre le pouvoir d'achat des travailleurs français, leurs seuls ou principaux acheteurs... A moins de bénéficier, comme leurs collègues « tournés vers le marché extérieur », de « allègements de charges » : pour rétablir leurs marges bénéficiaires et leurs profits même avec une vente de produits inférieurs.

A l'opposé, ceux qui produisent surtout pour le marché à l'exportation, ont intérêt à diminuer largement le pouvoir d'achat, le niveau de la consommation, des travailleurs en France même... Bien sûr, les firmes totalement spécialisées sur le marché intérieur ou extérieur sont l'exception ; le cas le plus courant, hormis pour la grande majorité des entreprises de moins de cinquante salariés, est le mélange entre les deux types d'activités.

### Une attaque du pouvoir d'achat des travailleurs

On comprend facilement par quels mécanismes les patrons peuvent trouver leur unité, au cours d'une dévaluation. Interdire l'indexation, comme l'a fait la majorité PS-PC, est une prime pour l'ensemble du patronat français : 40 % de nos achats se faisant avec l'Allemagne, cela fait autant de produits finis ou semi-finis qui entrent en France avec leurs prix majorés de 8 %, ce qui va se répercuter, en l'absence d'indexation du pouvoir d'achat, non sur les salaires

mais sur la diminution de la consommation.

Par ailleurs, grâce à la suppression d'un certain nombre de taxes, ou leur « allègement », c'est l'ensemble du patronat français qui profitera de marges financières meilleures : pour spéculer sur les marchés étrangers ou pour « éponger » les conséquences d'une baisse de la consommation populaire en France même.

► La seule limite de cette politique de « récession limitée », au service des restructurations capitalistes et de la spéculation, est le risque de récession profonde : des effets cumulatifs peuvent combiner baisse de la consommation, baisse de la production, augmentation du chômage, et, à terme, désindustrialisation... Les intérêts capitalistes allant sous d'autres cieux trouver de meilleures sources de profits (1).

Conclusion paradoxale, si elle se produisait : toutes les mesures en faveur des patrons visent à les encourager, au contraire, à investir en France ! Mais leur recherche du profit n'a aucune raison de se plier aux vœux du gouvernement. Et, en revanche, les mesures d'austérité, elles, peuvent parfaitement amener à un énorme recul économique : en diminuant la consommation il n'y a aucune raison de diminuer le chômage, ni d'augmenter les investissements productifs (voir p. 5 : « Le chômage, le déficit, la RFA et la France »).

Aussi, pour que « notre économie » tire profit de la dévaluation, il est seulement envisagé une perte limitée de pouvoir d'achat : ce qu'il faut pour donner plus de profits aux patrons sans détruire les mécanismes de la consommation.

P. R.

1. Voir « Problèmes économiques » du 2 mars 1983 : « L'industrie française dans la compétition internationale : une évolution importante » (« La Documentation française »).

#### A paraître

Dans « Critique communiste » n° d'avril au cœur de l'actualité un très important dossier sur :

CONTRAINTES EXTERIEURES ET TRANSITION AU SOCIALISME

# L'austérité-bis

« Si notre intérêt est de dévaluer, pourquoi s'en priver ? », écrivait froidement, le 12 mars, « Investir », un des hebdomadaires des milieux boursiers. Ridiculisant par avance tous les discours du PS, du PC, de la CFDT et de la CGT, il précisait son programme.

« Tout réajustement monétaire » disent, en effet, ces messieurs, « doit être accompagné d'un plan d'assainissement économique et financier très solide. C'est là qu'on attend le prochain gouvernement de gauche. Il s'agit es-

sentiellement de comprimer les dépenses publiques, de renforcer la situation des entreprises et de réduire le déficit de notre commerce extérieur. » Autrement dit, à leurs yeux, c'est le moment de poursuivre la réalisation du programme réaffirmé par le CNPF, le 19 janvier dernier, lors de son conseil national : « donner la priorité absolue aux entreprises ».

Dans la continuité de toutes les satisfactions obtenues depuis vingt deux mois...

## Leurs exigences immédiates

**D**ÉTAILLONS un peu le dossier des exigences patronales : la nature des mesures gouvernementales n'en apparaît que mieux.

● « Vers une réduction du pouvoir d'achat des ménages pour réduire les importations et la consommation ? Ce serait logique. A tout le moins une stabilisation du pouvoir d'achat sur deux ans serait nécessaire. » (Investir, 14 mars).

● « Le gouvernement envisage d'appliquer dès le 1<sup>er</sup> avril la vignette sur le tabac et l'alcool, ce qui reviendra à une ponction de 0,6 % sur le revenu moyen des ménages. » (Vie Française du 14 mars).

● « En matière de services publics, il faut s'attendre à une opération vérité... à cause « des déficits énormes d'EDF ou de la SNCF. » (Le Figaro du 21 mars).

● « La première décision que devrait prendre le gouvernement devrait être de réduire le budget de l'Etat et celui de la Sécurité sociale : par une réduction des dépenses, de sévères coupes dans certaines prestations et très vraisemblablement des majorations d'impôts ou de cotisations sociales. » (Le Figaro 21 mars).

● « Dans la loi de finances de 1983, certains crédits ont déjà été bloqués. Il faudra sans doute aller plus loin. » (Investir du 23 mars).

● « Le taux moyen de la TVA pourrait d'autre part être augmenté d'un demi-point. » (Le Figaro, 23 mars).

● « Il nous paraît exclu que des mesures financières tendent à contrarier la politique de l'épargne dé-

finie par Jacques Delors (...) On parle d'un impôt spécial sur la détention des valeurs étrangères (...) Ces mesures seraient irréalistes. (...) Un climat de confiance ne peut pas être restauré avec des mesures mesquines. » (Investir, id) Quelle prudence quand il s'agit de leurs propres finances !

● Et quel souci de démonstration détaillé, comme le prouve La Vie française déjà citée : « Les hauts revenus ayant un comportement d'épargne plus actif que les titulaires de bas revenus, il est naturel qu'un éventail plus resserré des revenus aille de pair avec une baisse du taux de l'épargne. »

● Pour « inciter à épargner », il ne faut « contraindre les hauts revenus... Où frapper ? Le même hebdomadaire répondait sans détour : « Les relèvements répétés du SMIC, la revalorisation des prestations sociales... tous ces bouleversements concourent à renforcer les dépenses de consommation. » Ce que, pour « la priorité aux entreprises », ces messieurs veulent faire diminuer !

D'où la conclusion : pour que les bas salaires ne consomment pas trop, le mieux est de baisser encore leur pouvoir d'achat. Au-dessus d'un certain seuil, en revanche, il faut, au contraire, « inciter à épargner » pour « favoriser l'investissement ».

Au nom du « changement », verra-t-on bientôt les ministres PS et PC encourager les patrons au cri d'« enrichissez-vous » ?

P. R. delors, Gattaz et Boissonat, directeur de « l'Expansion »



## Des petites satisfactions qui leur ont donné une grande faim

**S**OUS le titre « La gauche à l'épreuve », un article du quinzomadaire patronal L'Expansion du 18 mars tire un bilan, de son point de vue positif, des premiers vingt-deux mois, en écho à la réflexion faite par Pierre Mauroy en février dernier à la télévision.

« Nous pouvons demander des sacrifices, la droite ne le pouvait pas », disait le Premier ministre. Et Raymond Soubie, ancien conseiller social de Raymond Barre de lui répondre : « C'est vrai que la gauche est mieux placée pour faire accepter de dures réalités mais elle y use son capital. » Reprenons donc la liste de ces sujets de satisfaction patronale.

« Ici ou là, plus ou moins discrètement, des tabous sautent. » Exemple : la garantie de l'emploi dans les nationalités (l'Expansion déjà citée). Et de rappeler « la sidérurgie... bien obligée de continuer ses réductions d'effectifs ». Puis, ces propos de « patrons de grandes firmes qui se plaignent des vetos mis par l'Elysée ou Matignon. Mais, ajoutent-ils, on nous a laissé espérer un peu plus de souplesse... après les municipales ».

Il est ainsi cité le cas de la CGE : « la nationalisation ne l'a pas empêché de se séparer de quatre-vingt personnes à la Gipelec ni de poursuivre son "allègement" en licenciant 250 salariés de la Ceraver sur les 580 encore en activité » ; « une



charte de l'emploi est en discussion au niveau du groupe... elle proclame le principe de la "flexibilité" de l'entreprise et en tire la conséquence, la liberté de licencier ».

« D'autres tabous, continue le même article, discrètement oubliés, concernent les formes du travail "précaire". »

Le travail temporaire « que le projet socialiste promettait de mettre simplement hors-la-loi sont moins nombreuses mais celles qui restent ne s'en portent que mieux ».

Le travail à temps partiel, « considéré d'abord avec une grande méfiance, surtout par les syndicats, est devenu très en vogue chez Pierre Mauroy, Michel Rocard et Jean Le Garrec, comme moyen de lutte contre le sous-emploi ».

Dans la Santé, le professeur Pierre Bader, ancien conseiller de Simone Veil affirme crûment : « Il y avait des mesures que nous avions laissées toutes prêtes dans les tiroirs, mais que seule la gauche pouvait réaliser : le forfait hôtelier imposé aux malades hospitalisés, ou l'idée d'une taxe sur l'alcool et

le tabac. » Il poursuit : « Quand nous avons décidé d'abaisser le taux de remboursement sur quelques six cents médicaments, nous nous sommes fait insulter à l'Assemblée nationale. Mais Pierre Bérégovoy en a rajouté mille. » Et il souligne : « La gauche n'a pas supprimé, contrairement à ce qu'elle avait annoncé, la cotisation-maladie instituée par Jacques Barrot. »

Quant à la désindexation des salaires « dont Jacques Delors a fait une directive gouvernementale »... l'Union des industries minières et métallurgiques (la chambre patronale de la branche, qui couvre deux millions de salariés) s'en réjouit : « La plupart de nos entreprises ont été trop contentes de suivre cette directive... Elles n'ont jamais été dans une meilleure position pour discuter des rémunérations. »

Rieur, un ancien haut fonctionnaire giscardien en conclut : « Les socialistes n'en sont qu'au début de leur chemin de croix. » Un homme ou une femme averti(e) en vaut deux, dit-on. Et, à bon entendeur, salut !

P. R.

## Le chômage, le déficit, la RFA et la France

**U**NE réévaluation du Mark et, en même temps, l'un des plus importants taux de chômage en Europe (10,6 % de la population active)... cette situation a de quoi faire réfléchir sur le fonctionnement du capitalisme en crise.

« Economie forte », la RFA connaît aussi une progression spectaculaire du nombre des chômeurs : celui-ci est passé de 1,8 à 2,6 millions dans les quatre derniers mois où, après l'arrivée au pouvoir de la coalition chrétiens-démocrates et libéraux, 700 000 personnes ont perdu leur emploi (1). Et il n'est pas exclu que le chiffre de trois millions de chômeurs soit atteint fin 1983.

Dans le même temps, la consommation privée a diminué de 2,5 % environ durant l'année 1982, tandis que les exportations diminuaient. Comment est-il possible d'enregistrer une « croissance négative » durant deux années et avoir l'une des monnaies les plus « fortes » ?

Cette question, en fait, ne peut être séparée d'une autre : comment se fait-il que, durant les années de 1979 à 1981, à l'opposé, le chômage n'augmentait pas ou peu en RFA, alors que le pays, au même moment, s'endettait au point que Monory, le ministre de l'Economie du gouvernement Barre, dût intervenir sur le marché des changes pour « soutenir le cours du Mark » ?

Moins un pays produit, pense-t-on couramment, et plus il tend à s'appauvrir. Or, symétrie inverse de la RFA, la progression du chômage en partie freinée en France s'accompagne d'une augmentation énorme du déficit commercial et d'une perte accentuée de la valeur du Franc.

### Vous avez dit : « prospérité » ?

A quoi cela tient-il ? Tout d'abord au fait que, de 1979 à 1981, l'expansion économique de la RFA rapportait peu, en termes capitalistes : ventes aux pays du tiers monde financées par des prêts, entre autres, maintien d'une progression du niveau de vie des travailleurs freinant en partie la politique de restructuration.

En revanche, dès lors que la restructuration devient l'objectif principal, le pouvoir d'achat des travailleurs baisse, le chômage augmente, une politique anti-immigrés se développe, les profits sont assurés par l'industrie allemande « utilisée au mieux ». Voilà ce qui attire les spéculateurs plus que toute politique de « plein emploi »...

Cela est d'autant plus vrai pour la RFA où, semble-t-il, les conditions de domination politique bourgeoise sont solidement assurées.

Finalement, les appels à l'austérité lancés par la droite et le patronat en France ont cette Allemagne-là pour modèle. Une Allemagne où les travailleurs font les frais de la prospérité et de la spéculation capitaliste.

P. R.

1. Voir « Rouge », la série d'articles de Christian Picquet, les 18 février, 25 février et 4 mars.

# ► Ce que prépare le gouvernement

**C'**EST le Conseil des ministres du vendredi 25 mars qui doit préciser les « mesures d'accompagnement » de la dévaluation. Il faudra donc attendre la semaine prochaine pour les analyser dans leur détail. Mais les grandes lignes de ces projets existent depuis plusieurs semaines, révélées par *le Canard enchaîné* du 2 mars (1). Par ailleurs, diverses indications circulaient, dès la formation du « nouveau » gouvernement Mauroy.

Un impératif va constamment être invoqué : éviter une quatrième dévaluation du Franc dans quelques mois. Pour cela, on répétera qu'il faut diminuer le déficit extérieur, bref, respecter les engagements pris auprès de « nos partenaires ».

Toute une série de mesures servant à aider le patronat français seront présentées étroitement liées à « la mobilisation de toutes les énergies de la France » contre « le déficit » de « notre commerce », « héritage des gouvernements de droite ».

En fait, il s'agira d'une baisse du niveau de vie. Et d'une baisse du ni-

veau de vie des plus défavorisés, c'est-à-dire des salariés dont l'essentiel des revenus sert à la consommation immédiate. Ce sont, en effet, comme on le sait, les revenus modestes qui seront le plus facilement détournés de la consommation de produits importés s'ils augmentent sans que les salaires suivent. Les autres, au contraire, ont tendance à diminuer la part de l'épargne pour conserver leur niveau de consommation. Or, l'épargne doit être favorisée pour la tourner vers les investissements des entreprises...

## Un recul des revenus moyens

Dans quelles proportions faudrait-il subir cette véritable cure « d'assainissement » ? Les chiffres en sont implacables. Pour économiser vingt-cinq milliards de francs d'importations, la demande intérieure doit être réduite de quarante milliards de francs. Cela représente une baisse de presque 1,5 % de la demande intérieure du pays.

Officiellement, les comptes du gouvernement, annexés à la loi de finances de 1983, prévoient d'ici l'automne une hausse de 0,9 % du revenu moyen disponible brut (y compris les impôts et les cotisations sociales). En fait, dès le début du mois de janvier, cette prévision avait été officiellement révisée en baisse, ramenée à 0,3 %. Aujourd'hui, il ne s'agit plus d'une « stagnation » mais bel et bien d'un recul.

Voilà donc de quoi il s'agit quand Delors joue les « pédagogues » pour expliquer qu'on ne peut « pas consommer 105 quand on ne produit que 100 ».

## Une hausse des cotisations sociales

Pour rééquilibrer les comptes des organismes sociaux, UNEDIC comme Sécurité sociale, une augmentation supplémentaire des cotisations des salariés va être décidée. Accompagnée d'une diminution de la couverture sociale des dépenses de santé et d'une diminution des allocations aux chômeurs.

En même temps, dès le 1<sup>er</sup> avril, la vignette sur l'alcool et le tabac viendra « renflouer » les caisses de la Sécurité sociale, diminuant en même temps de 0,6 % les revenus des ménages.

## Une hausse des tarifs publics

En matière de services publics, un tour de vis va être donné, en prenant pas les deux bouts. Signe avant-coureur, dans *Le Monde* du 23 mars, l'interview du président d'EDF, Marcel Boiteux : « Si la France appliquait les tarifs moyens européens, EDF aurait un bénéfice de seize milliards de francs »... au lieu d'un



déficit de 7,9 milliards en 1983.

On peut s'attendre à des mesures identiques dans les PTT, où la question des effectifs va, dès maintenant, devenir de plus en plus explosive (voir p. 10).

## Une hausse de la TVA ?

Pour encaisser beaucoup d'impôts sans grande difficulté, la TVA est un

moyen commode, même si elle est particulièrement injuste : ne représente-t-elle pas une pression fiscale de 13,6 % sur les ouvriers et les employés alors qu'elle ne « pèse » que de 6,3 % sur les professions libérales et les cadres supérieurs ? Du coup, le gouvernement hésite, d'autant plus que, en pratique, cette taxe est inflationniste : elle alourdit les prix à la consommation au moment où le but de Delors sera d'en réduire l'augmentation.

En fait le problème semble, au ni-

veau gouvernement, de doser son usage. Sans doute sera-t-elle instituée en moyen de pousser à « acheter français », en profitant de toute la campagne sur « la contrainte

extérieure » dans les médias : on parle en effet d'un super taux de TVA à 40 % sur les produits impor-

tés... Tout cela dans un seul but : « remettre la France au travail » comme a dit Jacques Delors, on ne peut plus clair : « dans trois ans, il nous faudra produire au niveau de 105 et

consommer 105. Il faut gagner impérativement la bataille du déficit du commerce extérieur. Il faut remobiliser les chefs d'entreprise et les cadres car on ne peut pas affronter une guerre avec des généraux et des colonels démobilisés ».

Vous avez vraiment envie, vous, d'être les soldats disciplinés de messieurs les patrons français ?

P. R.



# ► Ce qu'il fallait faire Ce qu'il faut faire

**A**U lieu d'obéir à la logique et aux exigences des exploités, il existait un autre choix, celui que nous défendons durant les jours qui viennent comme nous l'avons fait depuis des mois. C'est le choix de la mobilisation et de l'unité de la classe ouvrière.

L'unité autour de revendications élémentaires, immédiates.

La première, pour ne pas subir une perte de pouvoir d'achat face à une dévaluation, c'est le retour à l'indexation de tous les salaires couverts par des conventions collectives : non, à l'inverse de ce que prétend Delors, on ne crée pas l'inflation en liant le pouvoir d'achat et les salaires. Si les



prix restent stables.

D'où quelques mesures complémentaires.

● D'abord, le contrôle sur la formation des prix : sinon, au nom de l'augmentation des prix des produits importés, on peut s'attendre à une belle flambée du coût de la vie. En effet, c'est 40 % de notre commerce extérieur qui a lieu avec la RFA, tant pour les produits finis, facilement contrôlables, que pour les produits semi-finis, qui entrent dans d'autres fabrications. D'où l'actualité de la revendication du contrôle sur les prix tant à la production qu'à la consommation.

● Ensuite, au titre de la justice sociale, l'augmentation du pouvoir d'achat. Pour rattraper ce qui a été perdu. Mais aussi pour porter le SMIC au niveau des 4 200 F revendiqués.

Aussi, puisqu'il faut lutter contre les dépenses trop fortes de certaines catégories, autant en profiter pour lever le secret sur les véritables revenus des privilégiés. Si, dans l'immédiat à cause du chômage dû à la crise capitaliste, les caisses sociales ont des difficultés, c'est bel et bien aux vrais nantis d'en payer la note.

La deuxième, c'est de retirer aux patrons les moyens de provoquer davantage de chômage : en interdisant les licenciements. Mais aussi de lutter pour le plein emploi en diminuant le temps de travail sans perte de salaire et en imposant les embauches nécessaires.

En ne faisant pas cela, le gouvernement a enregistré une hausse des chômeurs officiels de 4,7 % « seulement » dans l'année ; mais le nom-

bre de chômeurs secourus ou des pré-retraités et des jeunes « en formation », à charge des salariés actifs, lui, a augmenté de 15 %...

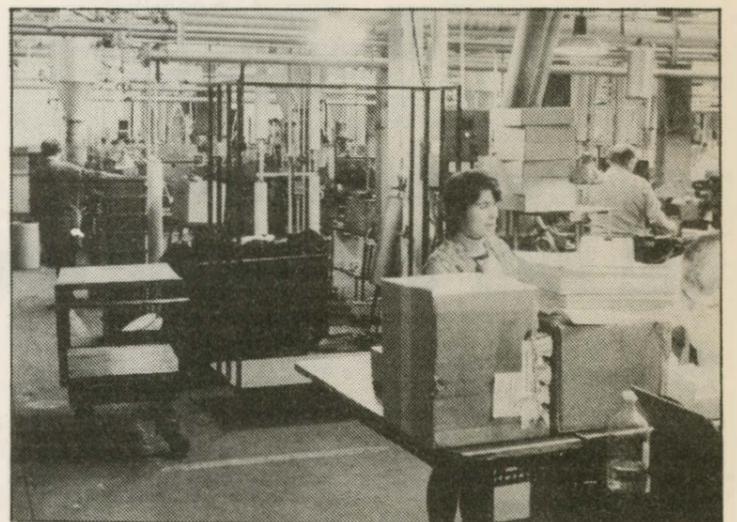
► Ces mesures, élémentaires, contredisent directement les intérêts de Gattaz et compagnie. Elles sont justement cette fameuse « radicalisation » que les gouvernements européens, d'un commun accord avec la majorité PS-PC en France, ont voulu éviter.

Elles n'ont en effet, rien d'irréaliste... A une condition, il faut vouloir enlever aux patrons le contrôle de l'économie : pour diriger autrement les banques nationalisées, aujourd'hui soumises aux « règles » capitalistes, pour diriger autrement les entreprises nationalisées, pour transformer les échanges commerciaux internationaux de façon à ne plus subir la division capitaliste du travail. Ce n'est, d'ailleurs, pas si « abstrait » que veulent bien le dire ceux-là qui choisissent de trahir les intérêts des travailleurs au nom de la bonne entente avec les patrons.

Prenez seulement quelques exemples.

● Pourquoi n'est-il pas créé une caisse nationale d'investissement, concentrant tous les moyens pour lancer telle ou telle production, soutenir ou freiner telle ou telle autre ?

Si cela n'est pas centralisé, contrôlé, discuté démocratiquement, publiquement, il n'en reste pas moins que les décisions se prennent : ce sont les « généraux et les colonels de la bataille de la production » qui les prennent, pour reprendre les termes guerriers de Jacques Delors. Et comment penser que ces gens, « patrons et cadres », prennent



leurs décisions en fonctions des intérêts des travailleurs ?

● Pourquoi les « contrats de plan » des entreprises nationalisées ont-ils été discutés dans le secret qui entoure les P-DG traditionnels ? Cela ne décide-t-il pas de l'avenir de productions décisives et de centaines de milliers d'emplois ?

Sans doute les dirigeants du PS et du PC diront-ils qu'il « faut utiliser les compétences ». Curieux arguments ! Qui donc, en effet, est responsable de l'état actuel de l'économie du pays ? Qui a utilisé la dévaluation de juin 1982 pour spéculer et accumuler des profits ?

Comment, pour garantir l'avenir des travailleurs, faire confiance à des méthodes et des hommes totalement dépendants des exploités ?

Pour finir, reprenons une sinistre farce de ces messieurs : ils nous disent qu'ils sont avant tout soucieux de « dire la vérité aux Français ». Et bien, chiche ! Qu'ils fassent des entreprises nationalisées des « maisons

de verre », qu'aucune décision engageant l'avenir de l'emploi et de la production ne puisse être prise sans le contrôle des travailleurs, les premiers concernés.

Puisque, nous dit-on, le PS et le PC veulent « gouverner autrement » que Giscard, instaurer « la démocratie la plus large », qu'ils commencent par le b, a, ba : l'abandon des méthodes du secret capitaliste, la rupture avec le pouvoir absolu des exploités.

Pierre Rème

# SYNDICATS : dire non à la logique patronale dire oui à l'unité et à la mobilisation

**R**ASSUREES par la présence de Mauroy, les organisations ouvrières devraient, selon la presse, accepter plus facilement les mesures d'austérité. Comme si la présence de ce brave « gros quinquin » (comme dit le *Canard enchaîné*) avait protégé les travailleurs des attaques contre leur pouvoir d'achat : dans l'année écoulée, pour la première fois depuis vingt-cinq ans, la consommation de produits alimentaires a baissé de 1 % tandis que l'épargne des ménages baissait de 15,6 à 13,6 %, taux le plus bas depuis douze ans.

Bergeron, soulagé de ne pas avoir affaire à Delors, se montre, il est

du 2 mars, révélant le « dossier mis au frigidaire pour après les municipales », n'avait en rien inventé l'information !

## Dire la vérité

On a beau analyser les contradictions des directions syndicales, il y a tout de même des moments où l'impression dominante est la colère devant les mensonges et les hypocrisies... Ainsi, ces jours-ci : les directions de la CGT, de la CFDT, de FO, de la FEN, « attendent » de façon vigilante « l'énoncé exact des mesures d'accompagnement de la dévalua-

« Cela ne signifie pas que nous pouvons nous dispenser de tenir compte des réalités. Nous avons un trop grand rôle dans la société et une trop grande responsabilité envers les travailleurs pour nous permettre une telle légèreté. »

Nous voilà renseignés : chacun veut « cultiver son jardin syndical », pour reprendre une expression de Krasucki. Mais aucun des dirigeants des confédérations ouvrières ne veut répondre aux réels problèmes du moment. Ils cachent les projets d'avenir depuis des semaines. Sauf Edmond Maire, qui en a révélé des bribes soigneusement choisies, pour les approuver. Ils se refusent à tirer le bilan de ce qui a été perdu depuis le blocage des salaires en juin 1982 qui accompagnait la deuxième dévaluation.

## Dire oui quand c'est oui, non quand c'est non

Cependant, quelle que soit l'hypocrisie de dirigeants syndicaux plus soucieux de leurs calculs de tactique politique que des intérêts des travailleurs, on se prend l'envie de leur dire : « chiche, jouez votre rôle, comme vous dites que vous voulez le faire ».

C'est aux travailleurs de pouvoir débattre des mesures, qui ne doivent pas être imposées, dit la direction de la CFDT. Bien, prenons acte. L'issue des problèmes monétaires « ne peut être dans l'austérité, ni dans la baisse de la consommation chère à la droite et au patronat » a dit la direction de la CGT. On sait que les autres, à FO ou à la FEN, sont dans les mêmes sentiments.

On sait aussi que de tels sentiments ne les engagent pas à grand chose quand cela gêne leurs petits camarades du gouvernement. Pour un instant, peu importe ! Prenons-les au mot. Oui, le rôle des directions syndicales est de dire non à la politique dictée par le patronat ! Oui, il faut, partout, proposer l'unité, l'unité pour mobiliser, contre les attaques et pour les revendications. Et les travailleurs pourront juger. Et pourront décider.

P. R.



vrai, le plus ferme en apparence : « nous jugerons sur pièce », affirme-t-il haut et fort, sûr de répondre aux inquiétudes des salariés sans contredire la partie de son appareil qui sert avant tout les intérêts de la droite, RPR en particulier.

Il est bien bon, Bergeron : il veut « juger sur pièce » le plan d'austérité-bis. Comme si le premier plan d'austérité n'avait pas suffi pour comprendre que cette route tournait le dos aux intérêts des travailleurs. Comme s'il manquait « quelques informations »...

Alors que Bergeron, comme Maire ou Krasucki, ont eu, de longue date, connaissance des projets préparés par les services de Delors et par l'ensemble du gouvernement précédent. Alors que le *Canard enchaîné*

tion », nous dit-on, alors qu'elles connaissent la réalité de ces projets depuis des semaines. Et les mêmes dirigeants, d'ailleurs, ont essayé de préparer « leur base » à cette réalité, chacun à sa façon.

Maire, pour prendre la tribune qui lui tombait sous les pieds, a « fait un tabac » en jouant en vieil artiste du perron de l'Élysée. « Il faut une nouvelle étape de l'austérité, mieux maîtrisée », avait-il déclaré : cela lui permettra de faire des critiques de détail tout en soulignant qu'il l'avait bien dit ».

Krasucki, lui, se donne un peu de champ : « nous n'avons pas à raisonner en terme de gouvernement, nous sommes un syndicat » rappelait-il dans la *Vie ouvrière* du 14 février. Mais il ajoutait aussitôt :

## « Il faut mettre en œuvre une stratégie offensive »

Dans le bulletin mensuel de la fédération Hacutex daté du mois de mars, un long éditorial répond à l'orientation défendue par Edmond Maire. Nous en re prenons quelques extraits.

« Edmond Maire, par son intervention sur les marches de l'Élysée, a relancé un débat tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de la CFDT. (...) »

Une déclaration qui aurait d'abord rappelé les objectifs et revendications de la CFDT, les problèmes des travailleurs et leurs exigences primordiales en intégrant le problème de la rigueur comme une des données actuelles aurait été beaucoup mieux admise par les militants.

(...) Dans cette affaire, le conseil national s'est trouvé court-circuité. (...) »

Les réactions, dans l'organisation, à cette déclaration illustrent le profond décalage entre une ligne stratégique élaborée au sommet de l'organisation et la réalité

de ce que sont nos adhérents et militants pour qui la CFDT est encore l'organisation à stratégie révolutionnaire telle qu'elle s'était illustrée depuis le congrès de 1970 et à travers les luttes phares telles les luttes d'OS, d'immigrés, les LIP, etc.

Mais sur le fond, la déclaration d'Edmond Maire ne doit pas surprendre ceux qui ont soutenu la ligne de recentrage de Brest et de Metz : cette déclaration est dans le droit fil des orientations de Metz et les respecte.

Le débat qui est derrière cette déclaration, ce débat qui n'a pas assez eu lieu dans toute l'organisation, tout au moins dans ses instances politiques, porte sur l'analyse de la crise, la stratégie d'une organisation qui veut aller vers le socialisme et la transition au socialisme dans les circonstances concrètes de la période.

(...) Pour aborder la transition vers le socialisme autogestionnaire, il faut, dès maintenant, mettre en œuvre une stratégie offensive, c'est-à-dire dans notre responsabilité d'organisation syndicale, re-

créer les conditions d'une mobilisation organisée des travailleurs par des initiatives confédérales mettant en œuvre une logique opposée à celle du capitalisme et recréant l'unité des travailleurs.

Le plein emploi est à reconquérir par une politique industrielle qui ne soit pas seulement celle du patronat et par les 35 h : pour l'obtenir, il faut mettre le poids de la classe ouvrière dans le plateau du changement.

Pour revaloriser la situation des plus bas revenus, il ne faut pas faire appel à une solidarité morale, ou imposée, mais à la solidarité des luttes.

(...) La situation ne s'arrangera pas toute seule.

La bourgeoisie ne mettra pas sous le boisseau son intérêt de classe au nom de l'intérêt commun.

(...) Si nous, organisation syndicale de plus en plus populaire et présente parmi les travailleurs, ne prenons pas l'initiative d'organiser la mobilisation sociale dans l'ordre, nous risquons de subir la révolte dans le désordre. »

## TOUT DE SUITE

## ET POUR LE 1<sup>ER</sup> Mai

**F**AUDRAIT-il qu'une fois de plus les travailleurs aient l'impression de ne plus avoir entre leurs mains cette arme élémentaire de lutte que sont les syndicats ?

Non, mille fois non ! La démobilité ne peut que faire le jeu de la droite et du patronat.

Oui, c'est tout de suite qu'il faut réagir ! En convoquant des assemblées générales de travailleurs, en provoquant des réunions unitaires entre sections syndicales, syndicats et unions locales de syndicats.

Non, il n'est pas acceptable que la CGT et la CFDT ne se réunissent pas, nationalement, pour exiger une autre politique, mettant à la fois à l'ordre du jour les revendications ouvrières et une politique de socialisation réelle de l'économie.

Oui, la « réponse ouvrière » à la crise capitaliste est possible. Depuis longtemps le mouvement syndical a débattu des moyens pour contrôler l'économie, pour réaliser le plein emploi et la satisfaction des besoins.

Non, « la situation internationale » ne prive pas ces idées de leur actualité. Mais, pour chercher l'entente avec les patrons, la majorité PS-PC se lie les mains, dans « le respect de la loi du profit ».

Ainsi, dès maintenant, partout, la réponse des travailleurs est nette : oui à l'unité de la classe ouvrière et de toutes ses organisations pour dire non aux diktats des bourgeoisies européennes et à la politique du gouvernement qui leur obéit servilement.

Voilà l'ordre du jour de toutes les discussions, aujourd'hui comme jusqu'au Premier Mai. Pour opposer la mobilisation et l'unité des travailleurs, autour de leurs revendications, à l'unité et à la mobilisation du patronat et de la droite. Pour exiger que la majorité PS-PC change de cap en provoquant le maximum de discussion dans ses rangs.

C'est donc sans rien cacher de notre volonté de changement de politique que nous serons aussi, tout naturellement, ceux qui combattront pour l'unité. Pour l'unité contre les attaques patronales, contre toutes les décisions gouvernementales qui servent les exploiters, pour la solidarité avec les immigrés.

Pour l'unité le 1<sup>er</sup> Mai. Pour la défense des intérêts des travailleurs.

La manifestation des unitaires, le 1<sup>er</sup> Mai 1981.



## PS et PC des contradictions renforcées

**C'**EST sûrement la première fois depuis le 10 mai que le PS et le PC, chacun à sa façon, sont confrontés comme partis à une situation aussi difficile : ils peuvent difficilement croire qu'ils vont réussir totalement à étouffer le débat inévitable qui va surgir dans leurs rangs. La raison immédiate en est l'épreuve de vérité qu'est pour eux le bilan des élections municipales.

Les facteurs de malaise pour les militants germaient depuis longtemps : difficulté « d'expliquer » la politique du gouvernement dans les entreprises, « avertissement » des cantonales, des différentes élections partielles, pour finir par les municipales. Ces discussions vont d'autant plus surgir que, c'est non seulement le bilan d'une politique qui est en jeu, mais le cours nouveau du gouvernement qui renforcera les problèmes chez les militants.

Le PS et le PC se trouvent pris dans une espèce de tenaille. D'un côté, le peu de marge de manœuvre que leur laisse le jeu des institutions de la V<sup>e</sup> République et Mitterrand qui va, encore plus que par le passé, jouer son rôle de bonaparte pour se « dégager de l'influence des partis ». La façon dont se sont déroulées les prises de décisions et l'élaboration de la nouvelle politique depuis quinze jours sont, à cet égard, très révélatrices. Le président de la République a, certes, tenu compte des opinions des composantes de « sa majorité », mais les directions du PS et du PC n'ont pas été réellement associées, de même que leurs groupes parlementaires.

Mais ni le PS ni le PC — chacun pour des raisons propres — ne peuvent se transformer en « parti-godillot » du président sans que cela soit facteur de crise en leur sein. Une des raisons essentielles des problèmes qu'ils rencontrent, c'est les difficultés, notamment au travers d'un jeu parlementaire classique, de trouver une place politique, de se donner et de donner l'impression qu'ils ont un rôle moteur dans le gouvernement.

L'autre mâchoire de la tenaille, c'est le mécontentement qui se développe chez les travailleurs. Les abstentions aux municipales en sont la preuve, mais les signes en existaient depuis longtemps. Non seulement le PS et le PC ne veulent ni ne peuvent mobiliser les travailleurs en soutien à leur politique, mais ils se heurtent à des mobilisations qui remettent en cause cette politique. Les nouvelles mesures d'austérité que va prendre le gouvernement vont accentuer cette contradiction au risque de la rendre très forte. Le fait que Mitterrand souhaite faire le congrès du PS avant que les effets des mesures qu'il va prendre se fassent sentir est, à cet égard, révélateur.

**L**ES difficultés que rencontrent le PS et le PC ne prennent pas, pour l'instant, la forme d'une crise ouverte au travers de laquelle se dégagerait des courants critiques organisés s'orientant vers la gauche et commençant à rompre avec la politique réformiste. Chez les militants, c'est le plus souvent, soit le désarroi, soit des critiques dures mais éclatées.

Au sein du PCF, la crise prend plutôt l'aspect d'une tension importante qui traverse tout l'appareil sur la question de la participation au gouvernement et d'un processus d'effritement militant. Il n'existe pas encore les signes d'un développement de nouveaux courants oppositionnels organisés. Ceux qui avaient émergé dans la foulée de la rupture de l'Union de la gauche en 1978 n'ont pas mordu en profondeur dans le parti.

Cela est expliquable par le niveau, encore limité dans ses formes d'expression, que connaît la crise du PCF. Mais la ligne politique défendue par ses courants y est aussi pour quelque chose. Une petite minorité des oppositionnels, dont certains se sont regroupés depuis dans la « Convention » — « les communistes conventionnels » — a pris des positions critiques par rapport à la politique du gouvernement. Mais ceux regroupés autour de Fiszbin dans Rencontre communiste hebdo ont défendu une orientation très droite de soutien au gouvernement qui laissait des marges de manœuvres à la direction et avaient peu de chances de mordre chez les militants ouvriers.

Au sein du PS, la direction va essayer au maximum de se « couvrir à gauche ». Les batailles que prépare le CERES peuvent enclencher une dynamique de débat qui crée un déséquilibre. Mais, là encore, rien n'indique que se cristallise, pour l'instant, une expression qui bouleverse fondamentalement les jeux des courants traditionnels et donne le jour à une réelle critique de gauche s'organisant nationalement.

Nous en sommes donc encore à une première étape dans la crise de ces partis. Ce qui s'explique fondamentalement par le niveau limité qu'ont connu les mobilisations d'ampleur nationale depuis le 10 Mai et par l'état actuel de radicalisation politique de la classe ouvrière. Ces partis, d'ailleurs, d'abord le PCF mais aussi le PS, ont connu depuis le 10 Mai un processus d'effritement et non un processus de renforcement qui, dans une période de montée, se traduit aussi par des différenciations internes.

C'est plus au sein des organisations syndicales que s'opèrent ces critiques par rapport aux directions réformistes, au travers de la construction des oppositions. D'ailleurs, beaucoup de militants combattifs du PS et du PC ont tendance à boudier les activités de leur parti pour s'investir dans le travail syndical et exprimer leur critique à ce niveau. Force est toutefois de constater que le développement de ces oppositions syndicales est freiné par cette absence de relais que serait l'existence de différenciations politiques au sein des partis traditionnels.

Une nouvelle étape dans les contradictions qui se développent au sein du PS et du PC va donc s'ouvrir dans la période qui vient. Il faut en saisir le niveau réel pour éviter toute illusion, mais en comprendre toute l'importance dans la bataille que nous menons pour le développement de l'unité et de la mobilisation des travailleurs et la construction d'un parti révolutionnaire.

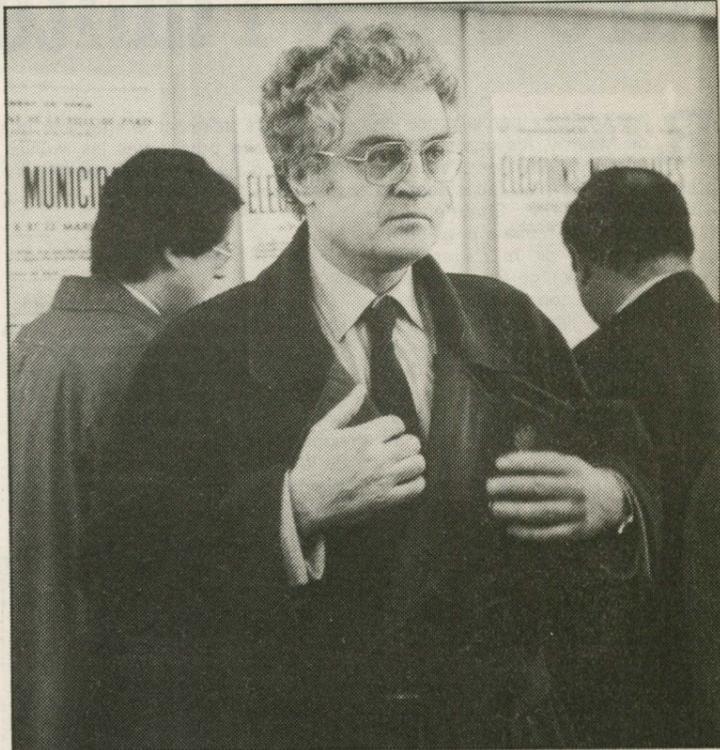
A. A.

# PS : l'échéance du congrès

**L**E grand vainqueur de mai et juin 1981 se trouve en situation délicate. Il a été secoué par les résultats électoraux et c'est, à nouveau, comme après les élections cantonales, sa place qu'il a du mal à définir. A l'époque, Jospin avait appelé les militants à se mobiliser pour soutenir la politique du gouvernement et insisté sur la nécessité de définir un espace propre au PS. Les militants ne s'étaient pas mobilisés et la capacité d'initiative du parti par rapport au gouvernement s'était encore restreinte. On se souvient de l'épisode peu glorieux de l'amnistie des généraux où Jospin s'est finalement retrouvé à plat ventre devant l'Elysée.

Après l'épreuve de vérité des municipales, les contradictions sont plus fortes. Dans une conjoncture décisive, le parti majoritaire au Parlement en est réduit à attendre les décisions que va prendre à l'Elysée son ancien premier secrétaire. Ses dirigeants sont condamnés à annoncer qu'il faut entendre « l'avertissement » sans pouvoir dire les conclusions qu'ils en tirent. Plus, le gouvernement s'apprête à orienter sa politique « à droite », alors que la direction du PS est obligée de préparer le congrès sur « la gauche ».

En effet, à la base, le mécontentement est général : pendant que Mitterrand travaille dans la durée, le PS, lui, reçoit de plein fouet les effets d'une politique qui ne passe pas chez les travailleurs. Beaucoup d'élus ont perdu leur place et, dans les entreprises, il est difficile « d'expliquer » la politique du gouvernement. Dans les sections, les réactions sont diverses. A côté du désarroi, des critiques dures se font entendre. Mais, pour l'instant, rien ne se formalise comme expression nouvelle de ces interrogations. Ce sont les anciens courants, pourtant officiellement



dissous à Valence, qui occupent le devant de la scène et sont à la fois le lieu de préparation de manœuvres mais aussi de débats politiques réels.

Entre de nombreux « mitterrandistes » et le CERES, un point commun se dégage : la lutte contre les rocardiens, et les premières attaques voilées contre Delors. Cette lutte n'est pas un simple règlement de comptes venant du passé. Elle a aussi une fonction : se donner des allures « gauches » sans tirer un réel bilan de la politique suivie jusqu'ici. Joxe, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, relance violemment les incidents qui l'ont opposé au rocardien Michel de la Fournière, membre du secrétariat national, à propos des « droits de l'homme ». Le CERES part à l'offensive (voir ci-dessous).

Hormis Jospin qui se tait, le ton se veut donc « à gauche ». Ainsi, Poperen multiplie les déclarations : « *Nous ne pouvons réussir ce que nous avons entrepris que si nous avons le soutien des forces que nous appelons populaires, de ces forces sociales dont l'essentiel est constitué par la majorité du salariat, ce que j'appellerai la gauche profonde...* »

La date du congrès du PS va bientôt être fixée. De nombreuses inconnues subsistent et, visiblement, « en haut lieu », on n'a pas fait de choix définitif. Mais les premières escarmouches, la volonté de nombreux dirigeants de ne pas laisser « du terrain à gauche » traduisent bien les contradictions qui s'annoncent.

Antoine Artous

## CERES : à gauche toute ?

**P**LUSIEURS dirigeants du CERES — D. Motchane, P. Guidoni, G. Sarre — viennent, sous le pseudonyme de Mandrin, de publier un livre, *Le Socialisme et la France*, qu'ils présentent comme un maillon essentiel de leur combat politique. Les attaques sont centrées contre la politique que représentent Rocard et Delors, contre « *la soumission mélancolique aux contraintes d'un environnement hostile* ». Ils voient dans la polémique antiprotectionniste « *la pointe avancée d'une opération politique de grande envergure* », la position « *libérale-déflationniste* » ne pouvant, à terme, que déboucher « *sur la dislocation de l'actuelle majorité* ». Au delà des projets économiques, c'est donc, pour le CERES, l'alliance avec le PC qui est en jeu.

Dans une interview à *Libération*, Didier Motchane se veut explicite : « *La pause est impossible. Il n'y a pas de troisième voie entre le barisme et la politique de redressement du projet socialiste. Ceux qui croient en cette troisième voie vont voir leur espace se rétrécir complètement...* » Pourtant, si l'on en juge par les derniers choix sur la dévaluation, l'espace politique de Delors est loin de se réduire ! Ce qui devrait po-

ser quelques problèmes aux dirigeants du CERES. Motchane affirme : « *On ne relancera l'investissement dans le secteur privé qu'en encourageant la consommation, c'est-à-dire la demande. Il n'est donc pas question de diminuer les salaires.* » Mais il semble oublier qu'il y a longtemps que le gouvernement a abandonné toute velléité de « *relance par la consommation intérieure* ». Et le plan d'austérité Delors-Mitterrand se fonde sur une réduction de la consommation pour permettre la relance des investissements.

Le livre du CERES explique : « *Le discours gouvernemental en matière de politique économique met l'accent sur la "crédibilité externe", autrement dit le respect d'une "logique économique" contraire à notre projet... La politique industrielle comme la lutte contre le chômage exigent une croissance plus soutenue.* » Nous sommes navrés pour les rédacteurs, mais c'est Chevènement qui a agit comme ministre de l'Industrie, c'est le gouvernement qui a décidé que les entreprises nationalisées devaient fonctionner selon les critères de « *compétitivité internationale* » et avoir « *une autonomie de gestion* » sous

la tutelle de grands commis du CNPF.

C'est aussi le CERES qui a accepté sans problème, lors du dernier congrès de Valence, de remplacer l'idée de « *rupture avec le capitalisme* », contenue dans le programme socialiste, par celle de « *compromis* ». Il ne suffit donc pas de déclarer, comme Motchane, que « *le premier tour a prouvé que la gauche a eu tort de toujours s'excuser d'être la gauche. Elle décourage ainsi son électeur naturel sans retenir les indécis...* » Si l'on fait un tel constat, il faut en tirer toutes les conséquences dans la critique de la politique passée. Sinon on risque de tomber sur des discours qui rappellent étrangement ceux de Maire et Rocard. A la question de *Libération*, « *la politique gouvernementale va-t-elle s'orienter vers plus de rigueur ?* », Motchane répond : « *Oui, mais on ne fera pas de la rigueur pour rien. Elle s'accompagnera d'abord d'une réduction des inégalités. Il faudra ensuite expliquer le sens de l'effort...* » La démission de Chevènement du gouvernement laisse présager que c'est l'ensemble de la direction du CERES qui va s'engager dans la bataille pour le congrès.

A. A.

# PCF : tenir bon !

• La participation du PCF au gouvernement réduite à 2 ministres: Fiterman et Rigout.

Mais le dosage est inchangé: 2 sur 15, au lieu de 4 sur 34.

**M**ARCHAIS a expliqué à *Antenne 2*, le soir du 13 mars: « Nous traversons une épreuve qui sera longue et difficile. » Les résultats des élections municipales ont effectivement représenté une dure épreuve pour la direction du PCF. Malgré le sursaut du second tour, qui lui permet avec raison d'expliquer que « la droite n'a pas réussi sa revanche sur mai 1981 », il lui faut, en effet, assumer un double échec. Echec de la gauche unie et du gouvernement dont elle est partie prenante, d'une part, échec propre du PCF à enrayer son érosion électorale, d'autre part.

Ce dernier échec, Marchais peut chercher à le minimiser, il ne peut le nier. Trop d'éléments convergent: le recul de l'ordre de cinq points de la gauche dans les villes tenues par le PCF, la perte de villes aussi importantes que Saint-Etienne, Nîmes, Béziers..., l'important tassement de l'électorat communiste dans ses bastions traditionnels, en particulier dans la région parisienne.

Quant à l'échec plus général de la gauche, la direction du PCF s'est présentée en cours de campagne comme combattant fermement pour l'empêcher. A la différence des dirigeants socialistes, ceux du PCF n'hésitaient pas à expliquer qu'il était possible de conserver toutes les villes gagnées par la gauche en 1977 et d'en gagner de nouvelles! Aujourd'hui, elle s'efforce de relativiser le recul sans pouvoir le minimiser.

Car, confrontée au remaniement gouvernemental et à la politique à venir, la direction du PCF espère en tirer argument pour peser sur la situation et défendre son poids relatif dans le nouveau gouvernement.

## Tenir compte de l'avertissement

D'où, pour expliquer le résultat des élections, l'accent mis sur une donnée centrale: l'abstention. « *Ce qui a fait le plus défaut à la gauche, est-il dit dans la déclaration du bureau politique, c'est une partie de l'électorat populaire qui, au premier tour, s'est abstenu.* » Ainsi la direction communiste reprend à son compte la notion de vote d'avertissement qu'elle a si vigoureusement combattue tout au long de la campagne. « *Cela dit, ces élections constituent pour la gauche un avertissement dont elle doit tenir compte.* »

## VIVE LE SME !

*L'Humanité* du 22 mars, sous la signature de P. Herzog, préconise « cinq mesures pour avancer ». Après l'accord monétaire européen, il s'agit pour le PCF de « contribuer dans un esprit constructif à la réussite de la politique nouvelle »

« *L'esprit constructif* » en question consiste, en premier lieu, à approuver sans réserves la politique du gouvernement lors des négociations avec le gouvernement et les capitalistes allemands. « *Les décisions prises à Bruxelles sont justes. La France a bien fait de rester au sein du système monétaire européen* », écrit Herzog. Ce qui est cohérent avec ce qu'il défendait sur ce sujet dans son livre *L'Economie à bras le corps*. Mais qui marque un abandon des positions traditionnelles du PCF en la matière.

Ralite, de son côté, explique à

Du coup, à trop vouloir justifier, la direction du PCF explique mal. Car l'effort du PCF pour « remonter la pente », après l'important recul de 1981, s'inscrit dans le cadre d'une politique qui est d'alliance avec le PS et de participation au gouvernement. Comment expliquer, dans ces conditions, les mauvais scores de 1983 par les « mauvaises conditions d'application de l'accord électoral avec le PS » ? Comment arguer du fait que la situation en 1983 serait moins favorable que celle de 1977, après deux ans de gouvernement de gauche à participation communiste ?

## L'aveu

Depuis 1978, la direction du PCF a pris l'habitude, lorsqu'elle se trouve confrontée à de sérieuses difficultés, d'en appeler à la libre discussion du parti. C'est ce qu'elle fait à nouveau en soumettant à toutes les instances du parti un texte du bureau politique, qui n'est qu'une « première analyse ». « Plusieurs idées » pour favoriser la réflexion collective « sans fixer un cadre contraignant ».

Reste qu'un doigt accusateur est pointé: « Le parti est-il profondément imprégné de cette démarche nouvelle (celle du 24<sup>e</sup> congrès)? Le bureau politique ne le pense pas: n'y a-t-il pas encore, pour y parvenir, énormément d'efforts à faire, en premier lieu de la part des organismes de direction à tous les niveaux: des comités de sections, des comités fédéraux, du comité central et du bureau politique lui-même? »

Ainsi, le bureau politique lui-même n'est pas profondément imprégné de la ligne du parti? Faut faire quelque chose!

F. S.

Au demeurant, la direction du PCF explique que le bilan du gouvernement est extrêmement positif. Comment dans ces conditions expliquer qu'il faut « tenir compte » de l'avertissement des électeurs de gauche qui se sont abstenus, exprimant par là un légitime mécontentement ?

Le bureau politique ruse en expliquant que ce mécontentement ne résulterait pas de la politique du gouvernement. « *Il est absurde de penser que la fraction de cet électoral qui s'est abstenue l'aurait fait pour exprimer sa volonté de voir cette politique remise en cause!* Tout montre au contraire que son



refus de vote au premier tour a plutôt comme signification une insatisfaction, voire un mécontentement face à la persistance, dans toute leur gravité, des problèmes cruciaux qu'il supporte le plus directement: l'ampleur du chômage, l'insuffisance du pouvoir d'achat des petits et moyens salaires, la dureté des conditions de vie et de travail.

N'est-ce pas dire que la politique gouvernementale n'a pas été en mesure de s'attaquer à ces problèmes cruciaux? Et, tenir compte de l'avertissement, cela ne devrait-il pas signifier changer de politique ?

## Cap maintenu

C'est justement ce que ne veut pas dire le bureau politique du PCF. Qui préfère s'accrocher à l'idée qu'il faut continuer dans le même sens: « *il faut mai-juin 1981, rien que mai-juin 1981 mais tout mai-juin* », comme disait finement Marchais le 13 mars

Ce qui se concrétise en une seule idée claire: la décision de la direction du PCF de continuer à participer au gouvernement. Dans *L'Humanité* du 22 mars, après avoir décrit l'offensive des milieux financiers internationaux, Herzog écrit: « *Contrairement à leurs espérances, les communistes ne fuiront pas leurs responsabilités.* » Ralite expliquant pour sa part, à *Antenne 2*, le 21 mars, avant le remaniement ministériel, : « *Nous sommes prêts à continuer, à travailler avec sérieux, avec réalisme, pour poursuivre la politique inaugurée le 10 mai.* »



## PSU : réévalué ou dopé ?

**A**U sortir des municipales, le PSU est-il « réévalué » ? C'est ce que la direction du PSU se complait à expliquer. « *Quel parti peut se vanter d'avoir augmenté de 60 % le nombre de ses élus ?* » explique-t-elle d'un air émerveillé.

Et, comme si un miracle devait en appeler un autre, le PSU s'est déclaré candidat au gouvernement. Au soir du 13 mars, le bureau politique publiait une courte déclaration se concluant par cette affirmation: « *Dans cette perspective, le PSU, qui a été partie prenante avec les trois autres partis de gauche de la campagne municipale, entend aujourd'hui participer plus activement à leurs côtés et à la nécessaire mobilisation commune, et à l'action gouvernementale elle-même.* » Volonté confirmée par H. Bouchardeau dans *Libération* du 22 mars.

Las, dans le nouveau gouvernement, Huguette Bouchardeau ne sera pas ministre. Et la direction du PSU va devoir accepter une dévaluation de ses ambitions. Ce qui pourrait être pour elle l'occasion d'une opération rigoureuse qui l'amènerait à comprendre que la portée politique d'une campagne ne s'évalue pas au seul nombre d'élus qu'elle permet d'obtenir. Et que, sur ce point même, il convient d'être précis. La direction du PSU se revendique de cinq cents conseillers municipaux sortants et affirme avoir huit cents élus au sortir de ces élections. Ces chiffres ne sont-ils pas quelque peu inflationnistes ? Un peu moins de deux cents sortants et environ trois cents élus en 1983 ne seraient-ils pas des chiffres plus proches de la réalité ?

Surtout, puisque dans le bulletin du PSU, B. Chaouat a intitulé son article de bilan des élections « *Des stratégies en question* », il conviendrait de s'interroger sur ce qu'est la stratégie du PSU. Chaouat décrète que l'extrême gauche est « en deroute », que, pour elle, c'est « la Bérézina ». Pour conclure: « *c'est la fin de l'illusion du parti révolutionnaire* ». Diable ! B. Chaouat aurait-il d'une quelconque façon partagé cette « illusion » pour être si pressé de s'en défaire ?

Mais il ne suffit pas d'enterrer l'extrême gauche et les écologistes, de claironner que le PSU, grâce à sa participation aux listes d'Union de la gauche, a eu beaucoup d'élus, pour définir une stratégie politique. De même qu'il ne suffit pas d'affirmer, comme Huguette Bouchardeau, qu'après le temps du « soutien politique » est venu celui du soutien tout court pour légitimer ses propres ambitions.

D'ailleurs, la candidature du PSU au gouvernement ne va pas sans susciter d'importants remous au sein même de sa direction. Dix-huit membres de la DPN viennent de rendre public un communiqué rappelant quelles conditions le PSU avait fixées pour une éventuelle participation au gouvernement. Trois membres de la majorité et du bureau politique ont, d'autre part, rappelé que le PSU ne saurait renoncer à sa position de soutien critique. A suivre...

Francis Sitel

Francis Sitel

## ETUDIANTS EN MEDECINE

# Une grève riche d'enseignements

• Face à une lutte qui renoue avec les traditions du mouvement étudiant, le pouvoir a répondu le 23 mars en envoyant les flics

La 5<sup>e</sup> coordination des CHU en grève s'est tenue les 19 et 20 mars pour préparer une délégation auprès du groupe parlementaire du PS. Les étudiants de médecine sont en grève depuis plus d'un mois contre la loi votée au Parlement en décembre dernier qui introduit, en particulier, un nouvel examen, véritable concours déguisé.

S'ils sont pour un troisième cycle ouvert à tous, liant la pratique à la théorie (l'internat), ils s'opposent à un barrage expulsant un certain nombre d'étudiants après six années d'études. Cette coordination était importante puisqu'elle devait fixer le cadre de la négociation. Elle a été le théâtre d'une opposition permanente mais voilée entre CHU de sensibilité de « gauche » et ceux de « droite ».

Après avoir raté la tentative de scission de la coordination, la droite a soigneusement esquivé toutes les batailles politiques. Recourant à d'habiles manœuvres, elle a pu truster

**P**ERSONNE ne peut nier l'ampleur du mouvement des étudiants en médecine. Leur manifestation du 15 mars (les 2/3 d'entre eux étaient dans la rue), les résultats du référendum qu'ils ont eux-mêmes organisé (20 000 réponses) en sont autant d'indices.

S'agit-il pour autant, comme le prétendent le PS, le PC et Chirac, d'un mouvement de droite ? Les premiers n'ont plus que cet argument pour justifier une loi qu'ils ont votée, alors qu'ils l'avaient refusée lorsqu'ils étaient dans l'opposition. Quant à Chirac, il tente une opération politique qui consiste à mettre toutes les secousses dans le corps médical sur le même plan et à amalgamer les étudiants de médecine avec les grands patrons des hôpitaux. Pourtant la réponse des étudiants de médecine est la même qu'en 1979 contre la loi Veil : la grève générale. A la différence du PS, du PC et de Chirac, ils sont les seuls à n'avoir pas changé de position.

## Un mouvement exemplaire et démocratique

Depuis le début du mouvement, les étudiants en médecine ont su recréer les formes d'auto-organisation traditionnelles, tout en les enrichissant. Ils se sont dotés des moyens de faire vivre démocratiquement leur mobilisation.

Les coordinations se déroulent dans deux salles : celle des comités de grève et celle des négociateurs. En effet, pour la souplesse du débat, chaque comité nomme deux négociateurs qui participent à l'instance délibérative des CICN. Les débats

qui s'y déroulent (très longs, parfois plus de 24 heures d'affilée) sont retransmis par vidéo dans la salle des comités de grève. Chaque délégation a donc les moyens de suivre la discussion, de remplacer les négociateurs et de leur envoyer ses instructions pour les votes.

Chaque comité de grève a, en outre, son comité de presse élu, son comité d'action qui se fédèrent nationalement. Les manifestations ont leur service d'ordre structuré en SOC (service d'ordre commun), SOCL (service d'ordre commun de liaison), etc.

Un mouvement sans leader reconnu, sans organisation à sa direction, est-ce bien possible ? La faiblesse du rôle des organisations syndicales et politiques est l'une des caractéristiques de ce mouvement.

## Double polarisation

En fait, l'UNEF-Renouveau ayant été balayée du fait de ses positions de soutien à la réforme, deux forces polarisent les coordinations : d'un côté l'ANEMF (Association nationale des étudiants en médecine), dirigée par le RPR et de l'autre, l'UNEF-ID. L'une et l'autre sont cependant très minoritaires. La grande majorité des représentants des comités de grève ne sont pas organisés. Pourtant, on l'a vu dans la dernière coordination, elles influencent largement autour d'elles.

L'UNEF-ID a une faible mais réelle implantation grâce à ses différents courants. Son orientation est claire : le combat pour les revendications qui ont été définies par les AG et confirmées par le référendum. Cela doit être la seule base de négociation.



La droite, beaucoup plus faible, ne mène aucune bataille politique : elle n'est pas d'accord avec les revendications. Il lui faut donc essayer de manœuvrer au sommet afin de pouvoir parler au nom du mouvement. C'est ce qu'elle a fait les 19 et 20 mars. Elle s'est opposée très mollement aux revendications, mais elle a regroupé un certain nombre de CHU sur une seule base : l'opposition à l'UNEF-ID et aux CHU parisiens considérés comme les plus « à gauche ». Entre les deux ailes, se trouve une masse hésitante de représentants de CHU qui cherchent une solution de compromis avec le pouvoir, en élaborant des projets de réforme.

Cette coloration explique que les assemblées générales et le CICN se battent sur une plateforme sans ambiguïté, grâce à une majorité de CHU qui dépasse largement l'UNEF-ID, mais aussi que la droite ait pu monopoliser la délégation élue par la dernière coordination alors qu'elle avait pourtant été minoritaire sur les questions d'orientation.

De ce point de vue également le mouvement des étudiants en médecine est exemplaire. On voit pour la première fois les forces réactionnaires se battre dans une mobilisation étudiante et y porter un projet. Cela montre un regain d'activité de la droite que nous avions signalé au moment des élections universitaires et qui ne fait que reproduire la situation nationale.

A l'université comme ailleurs, avec sa politique, le gouvernement mécontente les jeunes tout en permettant à la droite d'être à l'offensive. C'est pourquoi les révolutionnaires sont à la pointe de cette lutte pour la conduire au succès et mettre en échec les manœuvres de la réaction.

Serge Emery

## EDF - ISSY-LES-MOULINEAUX

## Victoire de la solidarité

**C'**EST un fin stratagème que la direction de l'EDF avait cru mettre au point, pour se débarrasser d'un délégué syndical gênant. Le nettoyage, l'entretien des bureaux dans une tour d'Issy-les-Moulineaux, étaient assurés en sous-traitance par l'Union de nettoyage à Paris. EDF rompt son contrat pour en passer un nouveau avec Assistance-protection-nettoyage... qui réembauche les salariés de l'UNP, rabiotant au passage quelques avantages acquis. Cinquante-quatre embauches moins une, celle du délégué syndical ! Celui-ci travaillait au poste d'entretien des distributeurs de boissons, machines à café : la direction EDF, pour ce poste précis, passe contrat avec une autre entreprise, Dasco Plus.

Les frais d'EDF augmentent, naturellement, mais la direction EDF respire, comme la chambre patronale du nettoyage sans doute étroitement mêlée à l'opération : un délégué syndical de moins ! Mais pour les cinquante-trois salariés réembauchés, il en manque un : leur délégué syndical. Ils entament la lutte, sont présents sur leurs lieux de travail, assurent le service minimum d'hygiène et de sécurité.

Après la ruse, la direction EDF fait appel à l'ordre : deux cents flics pour évacuer les grévistes, investir la tour, jusqu'aux délégués syndicaux EDF qui seront assaillis dans leurs locaux.

Dès le lendemain matin, la CFDT prenait contact avec les autres organisations syndicales, appelait à une assemblée du personnel. Les représentants du personnel CGT, CFDT, CFTC et FO se déclarent « solidaires des travailleurs en lutte pour défendre leur emploi et leur dignité, et s'opposent avec le personnel à toute mesure répressive et à toute atteinte aux libertés syndicales ».

« Au delà de la couleur de peau et de l'origine sociale de ces travailleurs, c'est un acte de solidarité élémentaire entre travailleurs que de les soutenir et de protester contre cette agression. » « Ce qui leur arrive aujourd'hui peut nous arriver demain ! », explique la CFDT dans son tract du 3 mars.

Et pour la direction EDF le stratagème allié à la force de l'ordre va se transformer en déconfiture. Les grévistes tiennent bon, les militants du syndicat EDF-CFDT les soutiennent, ils sont nombreux auprès des nettoyeurs en piquet le soir. L'inspection du travail leur donne raison. La solidarité s'étend aux militants CFDT de la région parisienne, appelés en renfort. Le vice-président de l'Assemblée nationale, Guy Ducloux (PCF), s'adresse au ministre de l'Intérieur, au ministre de la Sécurité sociale, et demande... l'ouverture d'une enquête.

La direction s'entête. L'entretien des locaux se dégrade. Et le 14 mars, c'est le personnel EDF à son tour qui arrête le travail : salles ordinateurs, perfos, imprimerie, atelier de façonnage... « estimant que les conditions d'hygiène et de sécurité ne sont plus respectées ».

« Nul ne saurait ignorer la loi Auroux », expliquait le tract CFDT du 15 mars. « Si l'état sanitaire de la tour vous semble représenter un danger pour votre santé, faites comme les agents du façonnage, de la DIEM, de l'atelier perfo, retirez-vous de votre lieu de travail... » Citation à l'appui : « Selon la loi du 23 décembre 1982, aucune sanction, aucune retenue de salaire ne peut être prise à l'encontre d'un salarié ou d'un groupe de salariés qui se sont retirés d'une situation de travail dont ils avaient un motif raisonnable de penser qu'elle présentait un danger grave et imminent pour la vie ou pour la santé de chacun d'eux... »

Sous l'avalanche des ripostes, la direction céda, le 16 mars. Sur toute la ligne. « L'ensemble des salariés, y compris le délégué syndical de l'UNP est repris par l'APN... dans les mêmes conditions de conventions et d'accords conclus précédemment », précisait l'accord de fin de grève. Et les jours de grève seront payés.

Victoire de la solidarité, contre le stratagème patronal. Mais que fait encore une direction pareille dans une entreprise nationalisée deux ans après le 10 mai ? A part le sabotage contre les intérêts des travailleurs ?

M. M.

## PTT: grèves dans les centres de tri



A Toulouse, profitant du transfert d'un bureau gare, vers un centre de tri automatique, la direction a supprimé tout acquis sur les horaires. Grève à 100 % quasiment, à l'appel de la CGT, la CFDT et FO. Ils ont obtenu 38 h par semaine, pour le travail de jour, la suppression de tout travail le samedi. Mais la revendication des 32 h 30 pour le travail de nuit est bloquée par le ministère. Ils continuent la lutte en débrayant une heure par jour.

Au centre de tri Montparnasse, lutte sur les effectifs, une semaine durant, à 100 %. Grève démocratique avec élection d'un « comité de lutte », soutenu par les syndicats CGT et CFDT. Ils ont obtenu seize effectifs en préposés en plus.

Issy-les-Moulineaux, grève très massive pendant deux jours devant les menaces de diminution des effectifs. La direction a reculé.

Au CTA de Pontoise, grève trois jours durant à 80 % pour la diminution du temps de travail, 35 h en jour et 30 h en nuit. L'unité syndicale CGT-CFDT s'est rompue, la CGT appelant à reprendre le travail, la CFDT à continuer la lutte.

Luttes à Rennes et Nanterre pour la diminution du temps de travail.

Ce sont les premières ripostes des postiers au budget d'austérité 1983 des PTT, qui ne prévoit aucune création de poste, et fait donc l'impasse sur la diminution du temps de travail. Elles sont très largement suivies.

M. M.



## PUBLICITE ET SEXISME

## Amour de l'art... ou du tiroir-caisse ?

• Levée de boucliers contre le projet de loi antisexiste du gouvernement

A peine adopté par le gouvernement (à la veille d'un second tour électoral périlleux, souligneront les mauvaises langues), le projet de loi antisexiste déclenche déjà une tempête de protestations ; de « Libération » à « Paris Match », toute la presse est hostile. A longueur de colonnes, on retrouve les mêmes termes : censure, ordre moral, puritanisme... Et les annonceurs et publicistes de s'indigner : on veut entraver la liberté de création... Va-t-on censurer et condamner à posteriori, ironise « Libération », toute la littérature érotique : Baudelaire, Bataille, Miller, Sollers, etc... ? On met en garde le gouvernement : derrière cette loi innocente inspirée par des motifs généreux se cachent le goulag ou l'ordre khomeyniste, comme vous préférez. Nous voilà averti(e)s !

Et pourtant, nous qui sommes contre toute censure en art comme en politique, avons la faiblesse de croire que ce projet de loi, en préparation depuis deux ans, ne menace pas plus la liberté d'expression et de création que la loi antiraciste de 1972 sur laquelle il est calqué. Il ne fait qu'enregistrer, à posteriori, la montée du féminisme depuis treize ans et l'ébranlement des valeurs dominantes qui en a résulté. Mais nous ne sommes pas assez naïfs pour croire qu'une loi, quelle qu'elle soit (et la montée du racisme aujourd'hui est là pour le prouver), mettra les femmes à l'abri des comportements sexistes. Ce n'est pas une raison, non plus, pour rester neutres dans la polémique...

**M**AIS avant de se prononcer, sans doute est-il nécessaire de se reporter au texte du projet de loi lui-même qui prétend compléter la loi de juillet 1972 relative à la lutte contre le racisme, et la loi sur l'égalité professionnelle, adoptée en décembre 1982, qui interdit les discriminations à l'embauche.

Ainsi, sur le modèle de la loi antiraciste de 1972, le projet de loi antisexiste modifie la loi de juillet 1981 sur la liberté de la presse et se propose de sanctionner les « provocations, diffamations, injures et discriminations commises envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur sexe ». Les sanctions prévues par le code pénal dans ce cas seraient, comme pour le racisme, des amendes (jusqu'à trois cent mille francs), et la prison (jusqu'à un an) dans les cas extrêmes débouchant sur des actes de violence.

### Les associations féministes partie civile...

La grande innovation, peut-on dire, c'est que ce projet de loi autorise les associations féministes qui existent légalement depuis cinq ans et qui ont explicitement inscrit dans leurs statuts (depuis au moins cinq ans également) la lutte antisexiste, à se constituer partie civile. Et c'est cela qui fait frissonner d'horreur les professionnels de la publicité et de la presse. Depuis 1975, en effet, existaient déjà des recommandations du BVP (Bureau de vérification de la publicité) visant les offres d'emploi et l'image de la femme dans la publicité. Mais avec cette nouvelle loi qui permettra aux féministes d'engager des poursuites, ne va-t-on pas, s'inquiètent certains, brider, sinon étouffer, la création artistique et érotique sous couvert de chasse aux fantasmes phallogocentriques ? La liberté en art exigerait de s'opposer à une telle loi.

Avant de poursuivre le débat, une question : depuis le vote de la loi antiraciste, une seule œuvre de Céline, écrivain raciste s'il en fut, a-t-elle été retirée de la vente ? Non. Alors, pourquoi la loi antisexiste permettrait-elle vis-à-vis d'œuvres et de publications à caractère sexiste, ce que la loi antiraciste n'a jamais provoqué vis-à-vis d'œuvres racistes ? Mais, en fait, il s'agit là d'un faux

débat. Car ce qui préoccupe les publicitaires, ce n'est nullement la liberté de création, mais la possibilité de faire librement le maximum de profit en exploitant l'inconscient populaire.

### Un seul objectif pour la publicité : le profit à n'importe quel prix

Et, dans cette société où la sexualité, quoiqu'on en dise, est un sujet tabou, quoi de plus rentable que d'exploiter les pulsions plus ou moins refoulées de violence sexuelle contre les femmes. Oui, nous reven-



diquons le droit de pouvoir porter plainte contre des annonceurs qui utilisent le viol comme argument publicitaire ! Vous exagérez, va-t-on nous rétorquer. Ce n'est pas parce que l'on voit une femme nue sur une affiche que c'est une incitation au viol ! Tout à fait d'accord. Mais que dire, alors, du film publicitaire diffusé, l'année 1980 me semble-t-il, pour vanter les mérites du costume « Burton », si mes souvenirs sont bons. En deux mots, voici le scénario : une jeune femme bon chic, bon genre, rentre dans un bureau. Elle est accompagnée d'un fonctionnaire qui la met ainsi en garde : « Attention à ce que vous allez dire, le moindre de vos propos peut-être retenu contre l'un de ces hommes. » On a compris ; il s'agit d'une confrontation pour viol... Et elle se met à les observer l'un après l'autre, lentement attentivement. Elle ne reconnaît personne. Puis son regard s'ar-

rête sur un homme jeune, séduisant... Elle a reconnu son violeur. Que croyez-vous qu'elle fasse ? Et bien, rien ! Elle ne le dénoncera pas, car, voyez-vous, il est bien sapé ; il porte un costume « Burton ». Si on les avait fait payer à l'époque, pour une telle publicité, peut-être auraient-ils hésité à la diffuser et c'est tant mieux ! Bon, d'accord pour celle-ci, mais les autres ? Comment faites-vous ? Sur quels critères ? Auriez-vous porté plainte contre la publicité « Myriam » en septembre 1981 ? (Vous vous rappelez : le 2 septembre, j'enlève le haut ; le 4, j'enlève le bas).

### Sexualité et sexisme : ne pas confondre

Certaines féministes de Lille avaient tenté une démarche en ce sens. Nous l'avons regrettée car elle permettait d'amalgamer, comme cela se fait aujourd'hui, lutte contre le sexisme et censure contre la sexualité. Elle permettait aussi de faire passer les associations féministes pour des ligues de défense des « bonnes mœurs » et de la « décence », en faveur d'un moralisme étriqué et rétrograde à la mode victorienne. Non, nous n'étions pas favorables à une procédure judiciaire contre cette publicité. Pour autant, nous n'avons pas applaudi des deux mains et reconnu dans cette publicité, comme certains se sont plu à le faire, « l'événement culturel de la rentrée », l'expression du changement dans la publicité. Quelle liberté en effet que celle de montrer son cul à toute la France pour vingt mille francs ! Depuis, J. Médecin a fait « mieux », si l'on peut dire, avec son affiche locale électorale (une femme nue et le slogan : « Après vingt-et-un mois, comme promis, les socialistes m'ont tout pris. »)

A l'évidence, il devra y avoir débat parmi les féministes pour choisir leurs cibles et décider ce qu'il convient de poursuivre en vue d'ouvrir un débat public. Et c'est très bien. Que peut-on craindre d'un tel débat ? Rien, sauf à croire que les associations féministes sont composées de femmes débiles, hystériques et rétrogrades, ce que les grands quotidiens n'ont pas osé dire ouvertement. Du moins pas encore, pour l'instant.

### Et le sexisme dans l'entreprise... ?

Mais à vrai dire, le plus important, ce n'est pas la publicité et l'image, les images des femmes qu'elle affiche. La publicité n'est qu'un reflet déformé des valeurs et des comportements dominants à un moment donné. Et si le projet de loi a le mérite de permettre qu'un débat public puisse être ouvert sur ces représentations idéologiques, il permet, et cela est tout aussi sinon plus important, de stigmatiser et de sanctionner des comportements sexistes auxquels sont exposées les femmes dans leur vie quotidienne. Ainsi, il sera possible de dénoncer et de faire sanctionner les employeurs qui pratiquent les discriminations à l'embauche (petites annonces sexistes notamment). Les associations féministes répondant aux critères retenus pourront se porter partie civile dans ce cas et c'est une très bonne chose. Cela, certes, ne peut suffire à dissuader les patrons de refuser un emploi à une femme sous les prétextes les plus divers (moins disponibilité, congé pour enfants malades, congé maternité, etc...)

Mais cela permettra au moins de rendre publiques ces pratiques et de les dénoncer, et, pourquoi pas, de



les mettre en cause par la mobilisation.

On peut seulement regretter que seules les associations de plus de cinq ans seulement soient habilitées à engager les poursuites...

### Les limites de la loi

Par ailleurs il est incompréhensible que le domaine de cette loi s'arrête au seuil de l'entreprise.

Le sexisme dans l'entreprise est des plus courants et va bien au delà des discriminations salariales. Une de ses formes les plus odieuses et les plus secrètes sont le droit de cuissage et le chantage sexuel. Pourtant la loi ne prévoit rien à ce sujet et quant aux licenciements à caractère sexiste, contrairement aux licenciements racistes, seuls les syndicats sont habilités à s'en occuper. Ainsi le « monopole » syndical a été préservé, en contradiction avec les intérêts des femmes, pour l'ensemble des pratiques sexistes qui pourraient se dérouler à l'intérieur des entreprises. Ceci est inadmissible et devrait être modifié dans le projet de loi.

Enfin, en dehors des amendes (qui feront peut-être réfléchir les publicitaires) et la prison (qui ne sera sans

doute jamais réclamée), ne serait-il pas possible d'envisager qu'une des sanctions puisse être le droit de réponse automatique (dans la presse, par exemple), dans le cas où le tribunal a stigmatisé un article, une publication comme sexistes ? Ce serait en effet un moyen efficace de poursuivre le débat publiquement.

Mais cette loi n'est pas encore votée et il semble que le gouvernement ne soit pas insensible aux pressions des publicitaires, et pour cause ! Lui qui préfère une campagne de publicité sur la contraception, l'égalité professionnelle ou l'emploi à un débat organisé nationalement avec les intéressés(e)s, risque de céder aux groupes de pression de la presse et de la publicité pour conserver son image de marque vis-à-vis de ces milieux professionnels. En édulcorant le projet, en le retirant ?

Nous n'en savons rien pour l'instant, mais si une fois de plus, le gouvernement, après avoir fait un pas en avant, se mettait à en faire deux en arrière, comme il le fit sur la question de l'avortement, il faut qu'il sache que des milliers de femmes, en dehors des féministes convaincues, ne le lui pardonneraient pas et le lui montreraient.

Claire Bataille

### Les nôtres

#### Isa

**A** l'âge de 34 ans, Isabelle (Sonia dans l'organisation) nous a quittés samedi matin. Depuis bientôt deux ans, elle était malade d'un cancer. Militante féministe et membre de l'organisation depuis dix ans, Isa a été de tous les combats, du MLAC, de la CGT, du groupe femmes Renault, de la LCR. Depuis dix ans, employée à Renault-Billancourt, Isa dépensait son énergie à lutter pour offrir une autre voie que celle de l'acceptation et du repli sur soi. Ce n'est pas facile, pour une femme, dans cette entreprise de la métallurgie.

C'est dur d'être militante ouvrière dans son boulot. C'est dur d'être militante révolutionnaire dans les syndicats. Dans la CGT, Isabelle a supporté le sectarisme, en tant que militante révolutionnaire et en tant que féministe, sectarisme qui aurait découragé plus d'une travailleuse. Cela l'a souvent ébranlée, jamais découragée. Elle savait que c'était le prix que parfois nous payons pour notre combat. Rançon du passé sur l'avenir.

Mais en dix ans, on ne mange pas que du pain noir, on n'essuie pas que des revers. La vie d'une militante ouvrière est riche d'expériences et de joie. Les grèves que nous avons connues durant cette période, lui en ont apporté sa part, de même que sa participation très



active à la construction et à la vie du groupe femmes Renault. Il y a quinze jours encore, Isa préparait la journée du 8 Mars et la rencontre internationale des femmes à Turin.

Mais nous ne l'avons pas seulement connue en tant que militante. Elle était aussi une compagne gaie, affectueuse que nous aimions. Que de soirées, fêtes, week-ends n'avons nous pas passés ensemble durant ces dix années ! La maladie l'a frappée en pleine jeunesse. Consciente jusqu'au bout, elle a su faire face, comme elle l'a fait dans la vie.

Isa, nous gardons de toi l'image d'une femme courageuse qui a toujours su se reprendre malgré les difficultés. En cela tu es exemplaire. A son compagnon François (Jean-Pierre dans la fédé 93), à sa sœur Antoinette, à ses parents, nous apportons notre affection et notre amitié, nous ressentons leur peine, c'est aussi la nôtre.

Isabelle, nous ne t'oublierons pas. Au revoir, Isa.

Tes camarades de Renault-Billancourt

## Alternative ?

**A**LTERNATIVE démocratique à la Démocratie-chrétienne et à son système de pouvoir : telle est désormais la pièce-maîtresse de la stratégie du Parti communiste italien. Mais ce projet a toutes les chances de demeurer aussi dépourvu de contenu que la perspective de « compromis historique » aujourd'hui abandonnée (voir ci-contre).

A lui seul, ce fait illustre une situation paradoxale et dramatique. A l'échelle de tout le continent européen, le mouvement ouvrier italien manifeste une capacité de combat et une détermination sans égales. On l'a vu en janvier dernier, lorsque par millions, les travailleurs se sont dressés pour défendre leur principale conquête des dix dernières années : l'échelle mobile des salaires. Mais il est aujourd'hui privé de perspectives politiques unificatrices.

Le monde du travail est pourtant confronté à l'un des gouvernements les plus réactionnaires depuis la chute du fascisme. Sous la houlette du vieux politicien démocrate-chrétien, Amintore Fanfani, il entend restaurer la compétitivité d'une industrie vieillissante par une diminution des coûts du travail ainsi que de la protection sociale et modifier profondément les rapports de forces sociaux au profit de la bourgeoisie.

La vague de colère du début de l'année s'est achevée par un échec. La responsabilité en incombe essentiellement aux directions ouvrières. Le PSI comme le PCI, relayés par la fédération syndicale unitaire, n'ont rien fait pour favoriser la dynamique antigouvernementale de la mobilisation. Pire, dès qu'ils en eurent la possibilité, les états-majors signèrent un accord d'austérité avec le patronat qui eut pour seul effet de casser le mouvement (voir Rouge du 18 janvier).

A l'heure actuelle, socialistes et communistes n'ont rien à proposer aux travailleurs. Le PSI participe au gouvernement Fanfani et assume donc sa part de la régression sociale en cours. Cherchant à profiter des succès socialistes dans les pays voisins, il se montre uniquement préoccupé par la constitution d'une coalition politique dont il serait la force-pivot et qui lui permettrait d'accéder à la présidence du Conseil. C'est pourquoi, il préconise périodiquement des élections générales anticipées, dont il espère sortir renforcé. Mais il se refuse en même temps à toute alliance avec le PCI.

Quant au parti d'Enrico Berlinguer, incapable de formuler la moindre proposition crédible pour affronter la crise capitaliste, il se réfugie derrière un discours vague. Toute la presse a remarqué qu'aucune idée force ne ressortait du document adopté par son XVI<sup>e</sup> Congrès.

Ce marasme est évidemment l'un des principaux atouts des forces conservatrices.

C. P.

## ITALIE



Enrico Berlinguer

# Les habits neufs de Berlinguer

• Terne, incolore, le 16<sup>e</sup> congrès du PCI n'aura pas sonné l'heure de la guérison pour un parti en crise

**E**XERCER une forte intervention sur la situation politique, exprimer et faire avancer des propositions aux contenus clairs et placer le parti au centre d'une large action dans la société et sur le plan international pour réaliser le changement. C'est en ces termes que le comité central avait défini l'objectif du XVI<sup>e</sup> congrès du Parti communiste italien qui s'est tenu du 2 au 7 mars à Milan.

Un congrès particulièrement important après la dure polémique qui a opposé les dirigeants italiens au Kremlin en 1981, et alors que cette figure de proue de l'eurocommunisme entend occuper une place centrale dans une « eurogauche » qui l'associerait aux principales formations social-démocrates du vieux continent.

En outre, le parti italien doit également surmonter une crise qui, pour être moins spectaculaire que celle des organisations-sœurs d'Espagne et de France, n'en est pas moins réelle. La politique d'unité nationale qui le vit soutenir la Démocratie chrétienne (DC) de 1976 à 1979 sans en tirer la moindre contrepartie, lui a coûté un important recul électoral. Parallèlement, il a perdu beaucoup de ses capacités attractives comme le montre sa composition. Les militants de moins de 30 ans sont aujourd'hui deux fois moins nombreux qu'en 1977 alors que le pourcentage des adhérents âgés de 50 à 60 ans est passé de 14 à 21 % et celui de plus de 60 ans, de 18 à 23 %.

L'enjeu principal du congrès était

donc de définir une orientation pouvant remplir le vide laissé par la faillite du « compromis historique ». Celle-ci a désormais un nom : « alternative démocratique ». S'il n'est plus question d'une alliance avec la DC, là s'arrête pourtant le changement.

### Une « alternative » en forme d'impasse

Pour le reste, les thèses adoptées continuent à prôner l'entente avec la bourgeoisie. L'« alternative » est de ce point de vue définie comme la convergence entre la classe ouvrière et « une partie importante d'entrepreneurs et de dirigeants qui souffrent du poids négatif d'un système parasitaire et paralysant et qui sont aujourd'hui particulièrement frappés par les politiques de restriction du gouvernement, le gaspillage des finances publiques et l'absence d'une politique de modernisation technologique ».

Les perspectives économiques confirment ce dessein fondamental. Aucune nationalisation n'est envisagée et, surtout, le PCI reprend totalement à son compte la logique du profit, de la productivité, de la rentabilité des entreprises. Ce qui revient à approuver les restructurations patronales et leur cortège de licenciements.

Sur le plan des alliances politiques susceptibles de donner quelque consistance au projet, la direction du PCI laisse ouvertes toutes les possibilités. Le Parti socialiste est désigné

comme l'interlocuteur privilégié qu'il s'agit de pousser à rompre son accord de gouvernement avec la DC. Mais on se garde bien, en faisant des propositions plus précises, de risquer d'ébranler un peu plus la sphère d'influence du parti et de permettre un renforcement de la social-démocratie, comme cela s'est produit en France.

Enrico Berlinguer s'est donc contenté de prêcher devant les délégués un « engagement réciproque plus important pour l'amélioration des rapports entre communistes et socialistes et, dans le même temps, pour l'approfondissement de la discussion sur les points en litige et surtout sur la perspective ».

Par ailleurs, le texte d'orientation envisage la collaboration avec des formations réactionnaires autres que la Démocratie-chrétienne : « L'alternative démocratique représente le cadre dans lequel une force comme le Parti social-démocrate peut mieux redéfinir son rôle comme l'une des composantes d'un alignement à gauche alors que des positions comme celles du Parti républicain ou même du Parti libéral ont l'occasion de réaffirmer (...) leur originalité et la spécificité de leur contribution au développement de la démocratie italienne. »

On le voit, le XVI<sup>e</sup> congrès ne répond nullement aux problèmes soulevés par de nombreux militants lors des réunions de sections : comment lutter contre le chômage, la dégradation des conditions de vie, mettre en échec l'offensive des possédants et en finir avec un gouvernement qui ne doit sa survie qu'à l'inertie des organisations ouvrières. Il n'aura pas plus calmé les inquiétudes qu'avait soulevé à la base la signature, au mois de janvier, d'un accord patronat-syndicats remettant en cause l'échelle mobile des salaires, accord bruyamment approuvé par le PCI.

### Le « strappo » confirmé.

L'assemblée de Milan avait un autre enjeu. Il s'agissait de faire ratifier par les militants la position adoptée un lendemain de la proclamation de l'état de siège à Varsovie. « Le socialisme a besoin de démocratie » indiquent les thèses. « Nous considérons épuisée la force propulsive d'une expérience historique du socialisme marquée par le modèle étatique et idéologique réalisée en URSS. »

Sur ce point le secrétaire général l'aura emporté haut la main, le courant pro-soviétique regroupé derrière un membre du comité central Armando Cossutta, ne recueillant qu'environ 5 % des mandats. Bien qu'elle ait été consacrée officiellement, la rupture (« strappo ») avec Moscou reste cependant étroitement contrôlée. S'il ne craint pas de condamner vigoureusement la « po-

litique de puissance » de l'URSS en Afghanistan, Berlinguer se garde bien d'appuyer tout ce qui pourrait déstabiliser l'ordre contre-révolutionnaire international. Chacun a pu remarquer le silence éloquent de son rapport introductif à propos de la lutte des travailleurs polonais.

Mais, c'est le problème du fonctionnement intérieur qui a cristallisé l'essentiel des débats. Le texte initial de la direction se contentait d'affirmer : « La méthode du centralisme démocratique, que le PCI a su développer de manière originale, a connu des innovations constantes. Il est temps aujourd'hui d'accomplir un nouveau pas en matière de démocratie interne. »

### L'épineuse question de la démocratie

C'était trop ou trop peu. Les militants ne pouvaient comprendre un tel texte que comme une volonté de maintenir la chappe bureaucratique antérieure, alors que dans le même temps, on critiquait sévèrement l'absence de démocratie dans les pays de l'Est. La contradiction était d'autant plus explosive qu'au sein du comité central un amendement de Pietro Ingrao (considéré comme le tenant d'un eurocommunisme de gauche) n'avait été battu que de quatre voix. L'ancien président de l'Assemblée nationale proposait notamment qu'à chaque fois que la direction ne parvenait pas à une « synthèse unitaire », les positions divergentes soient rendues publiques.

Pour de nombreux militants, la bataille pour un fonctionnement plus démocratique fut un moyen de manifester leur défiance envers le groupe dirigeant, défiance qui, dans ce congrès, ne disposait d'aucun autre cadre d'expression. Saisissant tous les risques de cette remise en cause, le secrétariat du parti mit tout son poids dans la balance. Alessandro Natta écrivit par exemple dans *Rinascita*, la revue théorique : « Le problème de la publicité à donner aux travaux de la direction doit être résolu par la direction elle-même et non par de simples camarades. »

Malgré cela, les principales fédérations adoptèrent des textes allant dans le sens de l'amendement d'Ingrao et certains hauts dignitaires du PCI furent sévèrement battus dans des conférences préparatoires. On assista même à un renouvellement complet de certaines instances locales, comme à Naples. En fin de compte, la direction dut faire machine arrière et introduire dans le texte d'orientation la promesse d'une « transparence totale » des débats.

Terne, incolore, le XVI<sup>e</sup> congrès du PCI n'aura pas été celui de la guérison. Il aura même plutôt servi à révéler ses paralysies et l'importance du malaise qui règne en son sein.

Cristian Picquet



# Le récit hallucinant d'une indienne guatémaltèque



« Le tribunal déclare que, face aux crimes décrits plus haut, perpétrés par les pouvoirs publics du Guatemala, le peuple du Guatemala a le droit d'exercer toutes les formes de résistance, y compris la force armée, au travers de ses organisations représentatives, contre les pouvoirs publics tyranniques, et que l'usage de la force armée de la part du gouvernement du Guatemala pour réprimer cette résistance est illégitime. » Telle est la conclusion de la sentence adoptée par le Tribunal permanent des peuples lors de la session qu'il a récemment consacré au Guatemala (voir « Rouge » n° 1049).

Composé de personnalités politiques et religieuses, d'intellectuels, de scientifiques et de juristes internationalement reconnus, ce tribunal dispose d'une crédibilité et d'une autorité morale indiscutables.

S'appuyant sur un grand nombre de témoignages, tous vérifiés et recoupés, les attendus de la sentence estiment à environ cent mille le nombre des victimes de la violence organisée par le pouvoir militaire de ce pays au cours des trente dernières années. Les huit derniers mois, sous la dictature du général Efraín Ríos Montt, ces assassinats ont fait plus de huit mille victimes...

Rapports, témoignages, informations ont tour à tour rendu compte de massacres par villages entiers ou de l'incorporation obligatoire sous peine de mort de paysans aux « patrouilles civiles » de la répression, de l'émigra-

Rigoberta Menchu décrit d'abord le cadre dans lequel se sont déroulées les premières années de sa vie : les hautes terres arides du Guatemala défrichées et travaillées collectivement par les habitants de son village. Elle raconte le combat quotidien de cette petite communauté contre la faim et la misère absolue, les longues journées de travail qui commençaient dès trois heures du matin. Puis elle relate ce qui fut le premier drame de son existence : comment les familles furent brutalement chassées par un propriétaire terrien qui se disait le maître des lieux ; comment, encore enfant, elle fut alors obligée de travailler aux côtés de sa mère sur les terres opulentes d'un grand domaine latifundiaire de la plaine côtière.

« J'ai commencé à gagner ma vie à l'âge de huit ans à raison de vingt centavos par mois. Je me suis mise à travailler, parce que je ne pouvais plus supporter le visage douloureux de ma mère, toujours épuisée, qui cueillait le café ou le coton avec son nouveau-né sur le dos et mes cinq frères dans ses jupes. Jamais elle n'a gagné assez d'argent pour nous nourrir.

« Deux de mes plus jeunes frères devaient rapidement mourir de malnutrition et de maladie : nous sommes d'une région froide, et les grandes chaleurs de la côte nous rendaient malades. J'ai moi aussi failli succomber à la fièvre. Le jour de la mort de mes frères, ma mère a demandé un congé pour pouvoir les entermer, car la cérémonie d'enterrement est pour nous très importante. Le congé lui a été refusé. Elle a tout de même pris une journée. Cette absence d'un jour nous a valu d'être congédiés. Nous n'avons même pas pu toucher le salaire correspondant aux quinze jours pendant lesquels nous avions travaillé.

« Mon père, lui, ne s'était jamais résigné à l'expulsion de notre communauté. Le plus souvent sans travail, il allait d'une

région à l'autre en quête de soutien. Mais les fonctionnaires se moquaient de ses plaintes. Ils l'envoyaient d'un bureau à l'autre pour obtenir une signature, lui demandaient un avocat, des témoins... Ils l'induisaient en erreur, lui prenaient de l'argent, lui présentaient des lois auxquelles il ne comprenait rien, puisqu'il ne savait ni lire ni écrire. (...)

« J'avais quinze ans lorsque mon père a été arrêté pour la première fois, accusé de semer le désordre et d'avoir attenté à l'autorité souveraine. Il a été condamné à dix-huit ans de prison. Ma mère nous a laissés et s'est placée comme servante. Tout l'argent qu'elle gagnait allait à l'avocat chargé de la défense de mon père ; celui-ci a finalement été relâché au bout d'un an.

« En 1978, les premiers comi-

tion forcée de centaines de milliers de « déplacés » par l'armée ou encore de la création de « villages stratégiques » selon le modèle pratiqué par l'armée américaine lors de la guerre du Vietnam.

Bien qu'il ait été invité officiellement, le gouvernement guatémaltèque n'a pas daigné se faire représenter. Par contre, la quasi totalité des organisations populaires, démocratiques et révolutionnaires du pays étaient présentes ainsi que de nombreuses personnalités indépendantes.

L'un des témoignages les plus pathétiques et accablants fut celui d'une jeune paysanne indienne originaire de la région du Quiché: Rigoberta Menchu. Ses descriptions des circonstances de la mort de l'un de ses frères, puis de celle de son père et de sa mère, sont autant d'actes d'accusation portés contre les dictatures génocides qui se succèdent à Ciudad-Guatemala.

« L'histoire de ma vie n'a d'intérêt que parce qu'elle est aussi l'histoire de mon peuple » a-t-elle conclu. « Je ne suis pas la seule orpheline de mon pays, loin de là. Presque tous mes amis ont été assassinés et ont laissé de nombreux orphelins... »

Nous publions ci-dessous quelques trop brefs extraits du récit de cette vie tel que l'a publié le quotidien cubain « Granma ». Tout autre commentaire serait superflu...

Jean-Pierre Beauvais

tés d'unité paysannes ont été créés. Mon père y est entré tout de suite car il avait compris que nos problèmes obéissaient à des causes politiques... Nous avons commencé par installer des camps en montagne pour éviter que la troupe ne nous tue pendant notre sommeil. De jour, les enfants surveillaient les chemins et nous prévenaient si les soldats entraient au village. C'est ainsi qu'a commencé notre auto-défense.

« Un jour, mon frère âgé de quatorze ans a été enlevé. Notre famille en a été avertie. Nous avons su que pendant deux semaines les militaires l'ont torturé. Ils lui ont arraché les ongles, coupé la langue, meurtri la plante des pieds, brûlé la peau... Un peu plus tard, l'armée a fait circuler un avis dans les communautés.

La population était sommée de se réunir dans un des villages pour assister au châtement des guérilleros. « Mon fils doit en faire partie » a dit ma mère. Nous avons marché toute la nuit et une partie de la journée. Mon père nous accompagnait. Un camion militaire est arrivé à huit heures du matin et une vingtaine d'hommes défigurés en sont descendus, dont mon frère. Nous avons eu du mal à le reconnaître. Les prisonniers ont été placés en rangs face à leurs familles et aux autres paysans pour écouter le discours du capitaine qui s'interrompait chaque fois qu'un prisonnier tombait. Ceux-ci avaient du mal à se tenir debout. Les soldats les faisaient se relever à coups de crosse ; ils leur ont ensuite retiré leurs vêtements ensanglantés, ce qui n'a pas été facile car les vêtements collaient au corps. Les prisonniers ont alors été jetés au sol, attachés et arrosés d'essence, puis brûlés.

« Je regardais mon frère qui n'est pas mort tout de suite. Il y en avait qui criaient, d'autres qui suffoquaient. Les corps se tordaient de douleur...

« Les soldats sont partis en lançant des vivats à l'armée et au président. Ma mère étreignait ce qui restait du corps de mon frère en pleurant. J'ai senti la haine monter en moi. Notre volonté de combattre s'est renforcée. Mon père n'a pas pleuré. Il a tout regardé sans faire un geste. Nous étions comme fous. Mon père est parti en disant qu'il avait beaucoup à faire pour son peuple et qu'il allait commencer par aller raconter la vérité de village en village. Ma mère en a fait autant. »

Rigoberta Menchu raconte alors la dispersion de sa famille, le départ de ses deux frères encore vivants et celui de sa sœur âgée de neuf ans déclarant qu'elle rejoignait la guérilla pour ne pas mourir de faim ou assassinée par la troupe. Quelques mois plus tard, son père est tué dans la capitale au cours de l'occupation de l'ambassade d'Espagne par des membres de plu-

sieurs communautés paysannes. La dictature, on s'en souvient, avait ordonné de brûler vifs dans l'enceinte même de l'ambassade, vingt et un indiens originaires des communautés d'El Quiché, Ixil, Achi et Pocompchi ainsi que quatre étudiants...

« Ma mère est morte quelque temps plus tard : les militaires l'ont violée, comme ma sœur, et torturée à petit feu pour qu'elle dise où se trouvaient les guérilleros. Mais elle était de ceux qui préfèrent la mort à la trahison. Elle était à l'agonie lorsque le commandant a ordonné qu'on lui fasse une perfusion et qu'on l'alimente. Lorsqu'elle a repris des forces, ils ont recommencé à la torturer. De nouveau agonisante, ils l'ont mise sous un arbre, en pleine campagne, et bientôt son corps s'est recouvert de vers, car il y a dans notre pays des mouches qui se posent sur les blessures où elles pondent des œufs. Les soldats montaient la garde de jour comme de nuit pour empêcher qu'on lui porte secours. Elle a longtemps lutté contre la mort et elle a finalement succombé. Nous n'avons pas pu mettre son corps en terre car la troupe est restée jusqu'à ce qu'elle soit dévorée par les urubus et les chiens... »

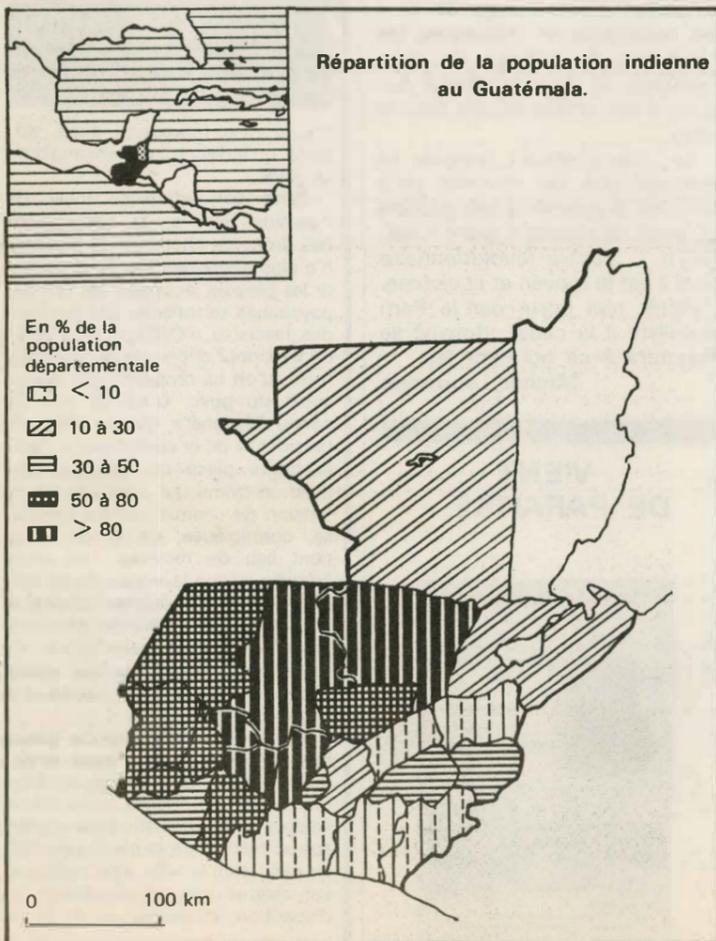
Après la mort de ses parents, Rigoberta a cherché dans la capitale un emploi de bonne à tout faire. Emploi qu'elle a rapidement quitté, ne pouvant plus supporter les humiliations quotidiennes qu'elle devait subir.

« J'ai compris que pour ces gens, les indiens valent moins qu'un chien. Moi, on me donnait des tortillas et le chien avait droit à la viande... Si je me suis maintenant engagée dans la lutte, c'est parce que, après la mort de mon père puis celle de ma mère, je me suis sentie lâche. Mais c'est aussi pour être reconnue et traitée comme un être humain... »

## ECOLE DE FORMATION LATINO-AMERICAINE DE LA LCR

Programme et calendrier du troisième cycle :  
26 mars : Politiques des différentes tendances bourgeoises latino-américaines. Orientation actuelle des PC et de la social-démocratie.  
16 avril : Le castrisme aujourd'hui et le centrisme.  
28 mai : Les Etats surgis des processus révolutionnaires victorieux : Cuba et Nicaragua.  
7 juin : Amérique centrale : les politiques d'alliances des organisations révolutionnaires.  
14 juin : Quelle société socialiste ?

Chaque session se tient au 27, avenue de Choisy (métro Porte de Choisy) et débute à 14 h 30 précises.



## AFGHANISTAN



## Le Dr. P. Augoyard condamné à huit ans de prison

• Pour crime d'assistance à personne en danger

**L**E 16 janvier, Philippe Augoyard, médecin de l'Aide médicale internationale a été capturé en Afghanistan, par un commando russe, dans la province du Logar, où il soignait depuis plusieurs mois les habitants d'un village. Après deux mois d'internement au secret, il a été condamné le 13 mars à huit ans de prison, pour « aide aux bandits contre-révolutionnaires ».

Il est bon de savoir que la majeure partie des Français qui se rendent en Afghanistan depuis le début de l'invasion russe sont des médecins. Ceci est bien apparu au cours de la session du Tribunal des peuples (dont nous avons rendu compte dans ces colonnes), où ce sont leurs témoignages qui ont eu le plus de poids.

L'arrestation et le procès d'Augoyard, à la suite d'une poursuite acharnée que ne justifiaient pas des actions militaires

de la résistance, ne peut pas ne pas être mis en rapport avec le verdict du Tribunal des peuples. C'est la misérable réponse — la seule dont soient capables les bureaucrates du Kremlin — au verdict de condamnation de ce tribunal dont l'intégrité n'a été mise en cause par personne d'autres que par les bourreaux condamnés, de l'Est comme de l'Ouest.

Mais ce n'est pas seulement cela. Avec constance, les troupes russes ont détruit les hôpitaux des zones libérées d'Afghanistan, même quand ils étaient couverts de croix rouges pour les signaler. A tel point que cette signalisation a été abandonnée. La traque systématique des médecins dans laquelle est tombé Augoyard, de même que les destructions de récoltes, fait partie d'une politique militaire terroriste visant à atteindre la résistance, et la population qui est sa base,

aux racines même de leur vie. Cela a un caractère génocide certain.

L'arrestation et le procès d'Augoyard ont enfin pour but d'intimider les médecins qui vont accomplir leur mission humanitaire en Afghanistan. D'après l'ambassadeur de Kaboul en France, ce procès s'est passé selon les lois locales. Elles ressemblent beaucoup à celles de Moscou. Le procès avait lieu devant une assistance afghane, muette et impassible, mais Augoyard n'a entendu traduire que les questions qui lui étaient posées et ses réponses, mais n'a pas eu droit de connaître réquisitoire et plaidoiries éventuelles, ni l'assistance d'un défenseur quelconque.

Le verdict semble prouver que rien n'a permis d'étayer les accusations d'espionnage et pour cause, puisqu'il se contente d'habiller, selon l'usage de tous les occupants et dictatures, les résistants en bandits de droit commun, et de reprocher à Augoyard son entrée illégale dans le pays.

Le gouvernement français ne manque pas de moyens pour arracher Augoyard à ses geoliers et, ainsi, de réduire à néant l'opération contre-révolutionnaire dont il est le moyen et la victime. L'intérêt réel porté par le Parti socialiste à la cause afghane se mesurera à ce qui sera fait.

Michel Lequenne

### VENT DE PARAITRE



Les trois organisations médicales françaises (Médecins sans frontières, Médecins du monde et Aide médicale internationale) ont publié l'appel ci-dessous, au contenu duquel nous souscrivons sans réserves. Seule la présence parmi les premiers signataires de personnalités comme Chirac, Pons, et autres Léotard — qui n'ont jamais hésité à décerner un brevet de démocratie au Chili de Pinochet — nous a empêchés d'y opposer la signature de notre organisation.

#### APPEL POUR LA LIBERATION DU DOCTEUR PHILIPPE AUGOYARD

Le 16 janvier 1983, le docteur Philippe Augoyard a été capturé par les troupes soviétiques en Afghanistan. Le jeune médecin français travaillait depuis plusieurs mois dans le village de Sadjawan où il soignait bénévolement la population civile. Capturé après trois jours d'une fuite épuisante dans la neige, il a vu les Afghans qui l'accompagnaient exécutés sous ses yeux.

Emmené à Kaboul, il est aujourd'hui emprisonné, tenu au secret.

Sa famille, ses amis, les autorités françaises n'ont pu, malgré des demandes répétées, ni lui rendre visite, ni même être informés du lieu exact de sa détention.

Depuis deux ans, par leur présence continue, des dizaines de médecins et infirmières français de Médecins sans frontières, Médecins du monde et Aide médicale internationale tentent d'alléger la détresse d'une population privée de soins. Pour la première fois, l'un d'entre eux est arrêté. Leur mission est d'assistance à personnes en danger.

Le droit d'être soigné n'a pas de frontières. Il est le droit de l'homme dans la souffrance et la maladie. Nous n'acceptons pas qu'il soit bafoué.

Nous exigeons la libération immédiate du docteur Philippe Augoyard.

#### EL SALVADOR Coordination européenne des comités de solidarité



Les 18, 19, 20 février s'est tenue à Genève, la cinquième coordination des comités européens de soutien au Salvador. De nombreux pays étaient représentés dont : l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, la Hollande, l'Italie, la Norvège, le Portugal, la RFA, la Suède et la Suisse.

Les débats ont permis à chaque pays de mieux se rendre compte de leurs problèmes communs. En Italie, en Norvège, en Suède, au Danemark, en Hollande, les rapports des comités avec les principales forces politiques et syndicales se sont souvent traduits par des campagnes unitaires. La France et l'Espagne voient au contraire les comités marginalisés par le sectarisme de la plupart des organisations syndicales et politiques.

Face au développement de leurs responsabilités, les comités ont créé

un secrétariat européen qui coordonnera, dans la mesure du possible, leurs activités et les tournées en Europe des délégations des organisations de masse de la révolution salvadorienne. Ils ont en outre décidé de se saisir du voyage du pape en Amérique centrale et en particulier au Salvador, et de commémorer l'assassinat de Mgr. Romero, le 24 mars 1980.

Les comités réaffirment, d'autre part, leur volonté de soutenir et d'élargir le Front mondial de solidarité avec le peuple d'El Salvador, en appuyant et coordonnant leurs initiatives, notamment à l'occasion du 10 octobre 1983 (anniversaire de la fondation du Front démocratique révolutionnaire) et du 22 janvier 1984 (date dont le Front mondial entend faire une journée mondiale de soutien).

S. Sonilda

#### Marianella

**E**N ces tout derniers jours de l'année 1979, San Salvador vit dans la tourmente. Voilà deux mois à peine qu'est tombée la dictature du général Romero. La junte qui a pris le pouvoir pour enrayer les mobilisations révolutionnaires qu'attise la victoire des sandinistes au Nicaragua, affiche des visées réformistes et bénéficie, pour quelques semaines encore, du soutien d'une partie du mouvement ouvrier. Pourtant, avec une sauvagerie exacerbée par la montée impétueuse du mouvement de

les témoignages qui permettront — une fois sur mille — d'éviter le pire ou, tout au moins, d'identifier le cadavre, de le rendre à ses proches.

Elle est encore, à cette époque, membre du parti démocrate-chrétien, pourchassé hier, au pouvoir aujourd'hui et caution active de la politique de la junte. Cela semble, chez elle, un acte de raison : le moyen de poursuivre au mieux l'action qu'elle est décidée à mener au grand jour, et pour laquelle elle expose déjà, quotidiennement, sa vie. Pendant plusieurs mois encore, malgré les menaces de plus en plus directes, malgré l'assassinat de plusieurs de ses proches et le plasticage répété du local de l'avenida España, Marianella poursuit son combat, avant de devoir quitter son pays. C'est ainsi que nous l'avons revue quelques temps après, à Paris. Elle était venue en Europe en avocate d'un peuple martyr, défendre le droit de son pays à vivre libre, débarrassé de toute oppression, de toute exploitation.

Marianella est morte, sauvagement torturée et assassinée. La nouvelle est tombée sur les télécs, ce jeudi 17 mars. « Morte dans un affrontement » ont clamé ses tortionnaires pour camoufler leur crime de sang-froid. Elle était revenue parmi ces paysans démunis de la campagne salvadorienne auxquels elle avait consacré toute sa force et son courage, revenue partager leur misère et leur espoir.

Cette mort, elle l'envisageait sans détour. A Hélène qui l'avait rencontrée il y a trois ans pour les Cahiers du féminisme (\*), elle confiait : « Je suis en permanence sous la menace des groupes d'extrême droite qui m'ont fait savoir qu'un tribunal antisubversif m'avait condamnée à mort et que l'exécution de la sentence était proche. Mais malgré les intimidations et les risques, qui sont très importants pour tous les militants, nous continuerons à lutter pour la libération de notre peuple. »

Féministe, révolutionnaire, Marianella l'était au plus profond d'elle-même. C'est ce visage, et non son corps mutilé par l'acharnement de ses bourreaux, c'est ce visage de courage et de détermination que lui rendra demain la révolution victorieuse.

P. Sylvain

(\* Cet entretien a été publié dans le n° 12 — mars-avril 1980 — des Cahiers du féminisme).

Le concours de danse de Bagnolet vient de s'achever. Le palmarès est ce qu'il est... un palmarès. Il reste que tous les ans ce concours montre les préoccupations des jeunes chorégraphes. Ce n'est ni pire ni mieux que dans une autre discipline. Le cinéma a bien ses « Béjart » tout comme la danse à ses « Visconti » ou ses « Godard ». On ne vous cache pas que c'est aussi parfois « Au théâtre ce soir ». Pour délimiter un peu le terrain, côté « à voir absolument », voici deux compte-rendus et l'annonce d'un festival.

Charles SYLBERG

# Danse

## Sans limites

UN spectacle, c'est aussi ces deux limites-là que sont la montée et la descente du rideau. Le rideau se lève où la lumière s'installe. Il est convenu que le spectacle est commencé et son crépuscule naît quand la lumière décroît. Dans cet espace-temps, il y a toute la magie du don, du temps donné. C'est cela qui est infiniment respectable chez Jean Gaudin, cette manière de venir-là — justement dans ces limites — remplir ce contrat magique. Ce chorégraphe alluvionne un limon fertile. Ce fleuve-là, ce torrent dépose savoirs et techniques entremêlés.

Le langage chorégraphique est tout d'exigence. On retrouve certains traits d'écriture, certains idiomes qui sont un peu comme le grain d'une voix. Aussi, un vocabulaire renouvelé qui tire tout son sens des événements. Ce nouveau spectacle, *les Autruches*, précise le travail du chorégraphe. Ce qui s'annonçait dans les créations antérieures trouve ici sa confirmation. Quand le mouvement cesse, cela continue à danser. Ce propos-là de danse ne se dément jamais.

De la même manière que pour *Sous-couches*, il est requis du spectateur qu'il soit infatigable. Il ne s'agit pas simplement ici de regarder les déplacements des danseurs mais de se laisser interroger, de se laisser aller à mettre en rappel la musique de Miles Davis, les éléments du décor, la découpe franche — et dou-

ce — des éclairages. Et puis... les mots. Quelques sons épars, émis par quelques voix. La création 1983 de la Compagnie prend la parole. Une danseuse éclate de rire à la limite des lamentations poursuivant d'un murmure : « Alphonse ». Saisir ce cri comme au jeu de construction, intégrer ce qui s'est déjà dit et dansé, ce serait piquer son imagination au vif du mouvement. Ce balancement entre ce que l'on sait déjà, ce qui vient d'être dansé, ce devenir qui s'amorce ; ce mouvement vous appartient. Chorégraphie intérieure dont on ne

sait très bien qui la génère... entre le don et le vol. La phrase consacrée : « la Compagnie a donné... », « a donné » prend ici tout son sens.

Autant dire que l'on retrouve ce qui fait force dans le travail de Jean Gaudin : le refus du théâtre dans ce qu'il a de théâtral, cette façon aussi d'aller au plus près de l'idée à chorégrapier, ce goût de faire sortir d'un lieu le maximum de sa puissance.

Ce travail-là provoque et j'entends d'ici les intégristes du chausson pousser le la de leur inquiétude obscurantiste. Pour ma part, en rentrant chez moi, j'ai paginé Roland Barthes à cet endroit des *Mythologies* où il parle de l'expression artistique : « L'art bourgeois (...) veut toujours prendre ses consommateurs pour des naïfs à qui il faut mâcher le travail et surindiquer l'intention de peur qu'elle ne soit suffisamment saisie. » C'est ce refus qu'il faut entendre dans cet authentique travail de Jean Gaudin et de sa compagnie dont il faut aussi souligner combien la proximité relève de l'exception.

Encore un mot, Jean Gaudin danse en première partie un solo extrait de *Sous-couches* créé l'an dernier : un must pour une anthologie imaginaire de la danse.

C. S.

Le 9 avril à Pont-à-Mousson, le 28 mai à Bonneuil et le 12 juin à Ivry dans le cadre de la biennale du Val-de-Marne.



## Danse au présent

Dans la présentation de l'édition 1983 du festival « Danse présent », Jean-Claude Ramseyer qui en est le responsable se montre optimiste. Fissent les dieux de la finance ministérielle qu'il ne déchant pas. Les crédits du tapis de danse — le minimum — votés pour l'édition 1982 ne sont pas encore arrivés. Les frais de publicité semblent assurés mais pour les défraiements des compagnies, c'est encore l'incertitude. Il a bien du courage — son humour le sauve — d'organiser l'inorganisable. D'autant plus que la loi en matière de danse, c'est encore l'opium des certitudes distillé par « la grande surface au look clean », le Théâtre de la Ville soi-même...

Le programme est vaste et varié, des danseurs confirmés et des « qui pointent ». Bien sûr, tout est à voir pour qui veut prendre le pouls de la

danse en 1983. La compagnie Michel Hallet (Lyon) présente *Retour en avant*, on y retrouvera la structure précise qui rythme son travail. Jackie Taffanel (Montpellier) crée un ballet sur la relation à la terre et à l'impulsion corporelle. Jean-Claude Ramseyer improvise sur une musique de Patricio Villaroel, un jazz-man sud-américain, avant de céder la place à Bernadette Doneux qui danse accompagnée par un percussionniste...

Voilà, on a pris la place — pas beaucoup — pour annoncer ce festival. Il fallait le faire, chaque année la formule se précise, l'édition se peaufine. On l'a déjà dit l'an dernier, il se passe là-haut de grandes choses !

C. S.

« Danse au présent », au Théâtre Présent, Porte de Pantin, du 8 mars au 3 avril (tél : 203 02 55).

## Romans et romanciers

CAROLINE MARCADE a présenté récemment deux créations : *Petits Gros* et *A la mémoire de ma fille chérie*. Le premier de ces ballets est une farce autour des agapes et autres bacchanales de notre temps. Après un court prologue, les convives se ruent sur une table où sont entremêlées quelques denrées. Chacun se livre à son cérémonial, à chacun selon ses penchants : scotch, œufs, sucre, chocolat... la pratique du mélange est conseillée. Le loufoque embraye sur le sordide. Ça repart en fanfare pour quelques discours car cette fantaisie graveleuse est aussi la pantomime de notre destin. L'argument en est le suivant : « J'ai déjà mangé. J'ai encore faim. Et vous ?... Ah ! ... Vous aussi... » Evidemment cela tourne au drame. Tout le monde est convoqué, et par ordre d'entrée en scène : le décor, les danseurs, Purcell, Brel, Johnny Halliday, Mozart, Chopin... tout ce monde-là se cramponne à son tragique, manger jusqu'à en crever ! De temps à autre ça gueule là-haut dans la sono. Parfois un chanteur passe, glissant

comme un vaporetto sur la lagune, il chante d'une voix de cristal un air du *Roi Arthur* de Purcell. C'est un peu et beaucoup l'inflation aussi dans *A la mémoire de ma fille chérie*. Ce travail rend compte d'une certaine histoire : un père écrit pour rendre comte. Il y a même les morceaux de



sa vie, l'histoire de sa fille, des éléments épars de notre mémoire collective, son sens de l'humour. De bric et de broc, encore recouverts de leur poussière émergente d'un décor quasi paléolithique, le ballet incessant des souvenirs. Caroline Marcadé est une choré-

graphe puissante, c'est une visionnaire. Ce qui peut apparaître comme un bavardage, voire des excès, n'est point dénué de sens. C'est l'argument qui le lui confère, mais surtout la structure de la chorégraphie. Cette abondance d'éléments colle bien aux arguments de ces deux dernières créations. De même que la succession de « séquences » très dansées alternant avec des passages plus discursifs participent de cette dynamique. Caroline Marcadé réinvente dans le ballet les célèbres collages de Prévert. Plus particulièrement dans *A la mémoire* où, à la faveur d'un retour en arrière, les souvenirs embrumés se prêtent à l'évocation d'un univers et d'une structure où le romantisme déborde jusqu'au flamboyant. Dominique Petit, Jan Van Ospal et Caroline Marcadé entraînent la chorégraphie au meilleur d'elle-même.

C. S.

Du 29 avril au 3 mai, « Pierre Robert » au centre américain. Le 28 mai, « A la mémoire » à Marly-le Roi. Le 31 mai, « Tendre est la nuit », à l'Hay-les-Roses.

du jeudi 24 mars au mercredi 13 avril

## GRANDE BRADERIE

50% de remise sur des centaines de titres

librairie la Brèche

9, rue de Tunis (m° Nation)



● Dimanche 20 h 35 (TF1), *le Juge et l'Assassin*, de Bertrand Tavernier, avec Michel Galabru, Philippe Noiret et Isabelle Huppert. La

confirmation d'un grand cinéaste et un film bouleversant qui balaie toutes les certitudes.

22 h 30 (FR3), début d'un cycle

● Lundi 20 h 35 (RF3), *la Raison d'Etat*, un mauvais film de Cayatte (lourd, manichéen) sur un excellent scénario. Aurait pu servir de support à un bon « Dossiers de

l'écran » sur les marchands de canons, et sur la politique néo-colonialiste de la France en Afrique (avec J.-P. Cot comme invité, par exemple...)

● Mardi 20 h 40 (A2), *Rollerball*, de Norman Jewison, avec James Caan. Certainement, avant *Mad Max*, l'un des films dont la « violence » a fait couler le plus d'encre dans la presse. Cette projection des jeux romains dans un futur de SF, est-elle aussi complaisante vis-à-vis de la violence que l'ont dit certains ? Ou simplement suffisamment lucide pour avoir effrayé les censeurs ? Réponse ce soir.

● Mercredi 20 h 35 (TF1), grande innovation à la télé, le monde paysant va enfin apparaître sur le petit écran en dehors des stéréotypes habituels. Proposée par Roger Pic, cette soirée sera composée autour d'un reportage sur un village agricole-type, et introduira pour un débat, les différents problèmes qui se posent en 1983 aux agricultrices et aux agriculteurs français.

● Jeudi 20 h 35 (TF1), 1<sup>er</sup> épisode (sur 3) des *Beaux Quartiers*, dramatique de Jean Kerchbron d'après Louis Aragon. « En guise d'hommage posthume, sans doute... »

Michel Laszlo

# Construire un vaste rassemblement contre le racisme

• La majorité dénonce aujourd'hui la campagne réactionnaire. Mais les discours ne suffisent pas.

**P**RES de deux semaines après le second tour des élections municipales, plus personne en France ne peut nier la réalité de la vague raciste qu'a révélée la campagne de la droite. Même *Le Point* qui, le 21 mars, consacre son dossier aux travailleurs immigrés, apporte insidieusement sa pierre à l'édifice, en publiant, sans commentaires, la lettre d'une habitante de la région lyonnaise : « Avec l'arrivée progressive puis massive des familles arabes (...) notre cité est devenue invivable. (...) J'ai l'impression de devenir moi-même une immigrée dans mon propre pays. »

Comment mieux illustrer les ravages de la xénophobie qui permet à la classe dominante de désigner des boucs émissaires, de faire oublier que c'est avant tout l'anarchie capitaliste qui est responsable de la crise, et non la présence des étrangers ? Non seulement le racisme divise entre eux les exploités, mais il encourage les exactions et les assassinats — comme celui du petit Christophe Lachouman à Marseille — et il crée un climat favorable à la constitution de bandes fascistes

qui s'en prendront demain à l'ensemble des travailleurs.

Les partis de gauche semblent avoir pris la mesure du danger. D'autant que sur le terrain électoral, ils ont été les principales victimes de cette offensive nauséabonde. On voit maintenant Françoise Gaspard annoncer qu'elle renonce à sa charge de maire de Dreux pour se consacrer à ce combat. Dans cette ville symbole, où la liste RPR-Front national n'a été battue que de huit voix, Lionel Jospin est même venu célébrer la journée internationale contre la discrimination raciale.

Ce « sursaut » ne vient-il pas un peu tard ? Au cours de la campagne électorale, la majorité, croyant gagner quelques voix, s'est efforcée de concurrencer la droite sur son propre terrain. Faut-il rappeler les propos du secrétaire d'Etat aux immigrés stigmatisant le fait « qu'en vingt-trois ans de gouvernement de droite, la population étrangère a doublé » alors que l'actuel pouvoir « a procédé à plus de 45 000 refoulements aux frontières » ?

On connaît les résultats. La campagne de la peur en a été encoura-

gée, légitimée. A tel point que le 15 mars, le *Quotidien de Paris* pouvait accuser la gauche d'avoir donné le ton : « Pourquoi un socialiste anti-immigré serait un antiraciste partisan de la sécurité, alors qu'un UDF ou un RPR de même sensibilité passe pour un raciste patenté ? »

## Unir pour la lutte

Il faut arrêter cet engrenage suicidaire. Oui, il est nécessaire de stopper l'offensive raciste, de dresser autour de nos camarades immigrés le mur d'une solidarité active. Encore faut-il pour cela une réelle volonté mobilisatrice. Ce à quoi, la majorité tourne encore le dos. Le premier secrétaire du PS déclarait, par exemple, le 21 mars, vouloir « combattre le racisme par la loi, par l'éducation et d'abord par l'enseignement des droits de l'homme, par la connaissance de la culture des autres ».

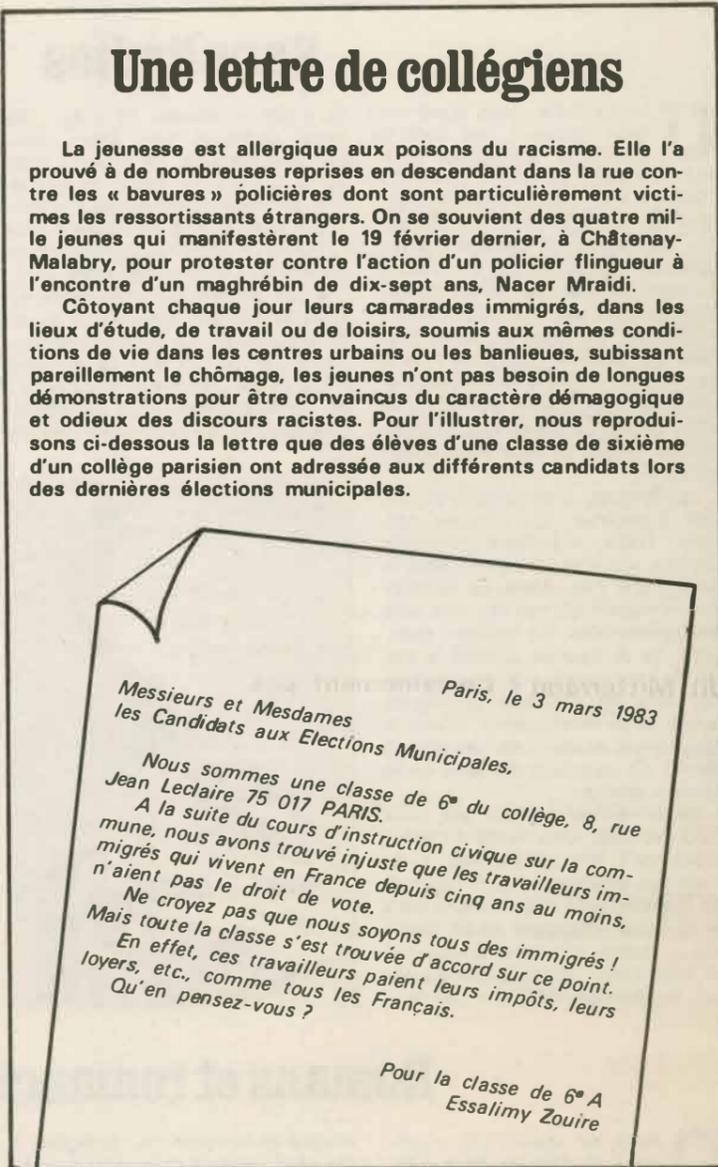
De tels discours ne peuvent que prolonger la passivité du mouvement ouvrier. Ils sont, de surcroît, inefficaces. Les racistes, eux ne combattent pas « par la loi ». Ils organisent les secteurs réactionnaires, ils exploitent la peur qui s'empare de certaines catégories populaires, ils tuent. Il faut donc une riposte à la hauteur du défi, une riposte qui se fixe deux objectifs :

• 1. Dénoncer dès qu'elles se manifestent, les campagnes xénophobes, en démontant les prétendus arguments de la réaction.

• 2. Organiser la population laborieuse partout où coexistent des communautés différentes, afin d'élaborer des plates-formes revendicatives communes et d'organiser l'auto-défense face aux menaces de l'extrême droite.

Pour cela doit se réaliser l'unité la plus large de toutes les forces ouvrières — politiques et syndicales — des organisations d'immigrés, des associations démocratiques, sans autre préalable que la volonté de lutter contre le racisme et pour la défense des travailleurs étrangers.

Tel est l'objectif pour lequel la LCR entend engager toutes ses forces au cours des prochaines semaines. Elle s'adressera dans ce but



## Une lettre de collégiens

La jeunesse est allergique aux poisons du racisme. Elle l'a prouvé à de nombreuses reprises en descendant dans la rue contre les « bavures » policières dont sont particulièrement victimes les ressortissants étrangers. On se souvient des quatre mille jeunes qui manifestèrent le 19 février dernier, à Châtenay-Malabry, pour protester contre l'action d'un policier flingueur à l'encontre d'un maghrébin de dix-sept ans, Nacer Mraïdi.

Côtoyant chaque jour leurs camarades immigrés, dans les lieux d'étude, de travail ou de loisirs, soumis aux mêmes conditions de vie dans les centres urbains ou les banlieues, subissant pareillement le chômage, les jeunes n'ont pas besoin de longues démonstrations pour être convaincus du caractère démagogique et odieux des discours racistes. Pour l'illustrer, nous reproduisons ci-dessous la lettre que des élèves d'une classe de sixième d'un collège parisien ont adressée aux différents candidats lors des dernières élections municipales.

Messieurs et Mesdames  
les Candidats aux Elections Municipales,

Paris, le 3 mars 1983

Nous sommes une classe de 6<sup>e</sup> du collège, 8, rue Jean Leclaire 75 017 PARIS.

A la suite du cours d'instruction civique sur la commune, nous avons trouvé injuste que les travailleurs immigrés qui vivent en France depuis cinq ans au moins, n'aient pas le droit de vote.

Ne croyez pas que nous soyons tous des immigrés ! Mais toute la classe s'est trouvée d'accord sur ce point. En effet, ces travailleurs paient leurs impôts, leurs loyers, etc., comme tous les Français.

Qu'en pensez-vous ?

Pour la classe de 6<sup>e</sup> A  
Essalimy Zouire

à tous ceux qui sont susceptibles de participer à un tel front. Ce qui s'est passé à Marseille au lendemain de l'attentat dans le quartier de La Cayolle ne peut, de ce point de vue, que nous encourager (voir *Rouge* du 18 mars). Malgré l'interdiction de manifester, malgré le silence des fédérations socialiste et communiste, plus des vingt organisations se sont

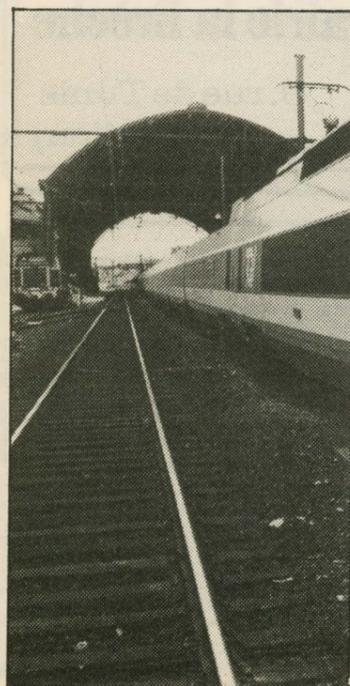
retrouvées dans la rue, dont le MRAP, la CIMADE, la CFDT, les organisations d'extrême gauche, une cellule du PCF et de nombreux militants du PS. Même si la manifestation a conservé un ampleur limitée, elle montre qu'il est possible de combattre unitairement le poison. Et de le vaincre.

Christian Picquet



La manifestation de riposte à l'attentat raciste de Marseille, le 14 mars.

## Avec ceux de la Gare du Nord en grève



**P**AR suite de l'arrêt de travail d'une certaine catégorie du personnel, le trafic des trains est perturbé, nous vous prions de nous en excuser... Dans la gare de Paris-Nord, des groupes de voyageurs cernent les contrôleurs, sans animosité : « Je vais à Lille, ce train part-il ? » Mardi 22, 14 h, ce sont surtout des voyageurs « longue distance » qui s'inquiètent. L'affluence sera nettement plus grande vers 17 h au retour vers les banlieues de ceux qui sont venus travailler à Paris. Les cheminots en lutte ont déjà diffusé un tract aux usagers. Ils comptent le faire de nouveau.

La direction de la gare du Nord a essayé de détourner une partie du trafic vers la gare de l'Est. Les trains « grandes lignes » vers l'Allemagne, la Belgique... devaient « prendre le départ ». Peine perdue : ceux de Paris-Est ont refusé de briser la grève de Paris-Nord.

La solidarité active marque la lutte en cours. La quasi-totalité des services, guichets, service général, courrier... est en grève depuis trois jours pour soutenir les travailleurs de la manœuvre.

C'est dans ce secteur qu'a démarré le mouvement, mardi 14. La direction prévoyait d'y supprimer une machine et une équipe : en tout, quinze postes. « Cette machine, explique un gréviste, sert à convoyer les rames à l'atelier pour l'entretien, puis à les ramener pour former les convois. La direction prétend qu'il n'y a plus assez de travail aux ateliers, d'un côté, et de l'autre supprime des postes qui lui en fournissent ! Nous savons très bien qu'en fait le seul résultat sera l'aggravation des conditions de travail pour tous et la détérioration du service, par manque d'entretien, pour l'usager. »

Depuis mardi, les travailleurs de la manœuvre n'ont pas changé de point de vue. Ceux des autres services soutiennent le mouvement. La politique de « rationalisation » à la SNCF s'applique en effet partout. Une défaite à la manœuvre entraînerait d'autres attaques de la direction dans les différents secteurs. « Aux ATV (contrôleurs), on travaille à 60 % de l'effectif nécessaire. » « Sur certaines lignes, la conduite avec un seul agent dans le train est

maintenant passée dans les faits... » L'ensemble des cheminots en est conscient : la rationalisation et la diminution de postes est une menace permanente.

## Chasser la direction

« C'est le "plan Guillaumat" qui continue à s'appliquer comme avant le 10 mai », explique un cheminot avant l'assemblée générale. Un autre lui répond : « C'est plutôt la direction en place depuis des années, qui est de droite et refuse d'appliquer la politique des transports mise en œuvre par le ministère... » Le rôle de la direction en place fait, en tout cas, l'accord de tous. « Ils n'acceptent pas le vote du changement. De la direction de région à la gare, l'âge de plus gradés tourne entre 63 et 65 ans, ils devraient être à la retraite, on leur fait comprendre. Mais le chef de gare est du même bord, il en a 33, c'est un jeune loup de droite. » Il a refusé de se présenter à une réunion à laquelle il avait convoqué l'inter-syndicale.

« Je suis un peu inquiet, c'est vrai, parce qu'il doit bien y avoir des consignes du ministère qui arrivent dans les directions, pourquoi ne sont-elles pas appliquées, quel en est vraiment le contenu ? En attendant le changement ne vient pas à la SNCF. » Un militant propose : « S'il n'y a pas de réponse satisfaisante sur les revendications, il faut poser la question de l'extension du mouvement à toute la région. » « Oui, répond un autre, il faut aussi faire sortir les revendications particulières à chaque secteur pour continuer à conjuguer les efforts. »

Mardi, le mouvement était déterminé. « Ils veulent nous avoir à l'usure, c'est pour cela qu'ils font traîner les négociations », explique un cheminot.

Deux chefs, costume-cravate, en entourent deux autres, par protection. Ils font le travail des grévistes. Passant devant deux cheminots en grève, à l'entrée des services, un des chefs fait de l'humour : « Alors, on prend le soleil à l'ombre ? » « Non, on prend le soleil de la grève », répond un des grévistes.

Michel Morel